

N° 6293<sup>A</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

**PROJET DE LOI**

portant règlement du compte général de l'exercice 2010

\* \* \*

## SOMMAIRE:

	<i>page</i>
<i>Addendum (29.7.2011)</i>	
1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Premier Ministre (29.6.2011).....	1
2) Dépêche du Ministre des Finances au Président de la Chambre des Députés (27.7.2011).....	2

\*

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES  
AU PREMIER MINISTRE**

(29.6.2011)

Monsieur le Premier Ministre,

Au cours de la réunion du 27 juin 2011, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a constaté que le document de dépôt du projet de loi sous rubrique ne comporte pas la documentation dont il avait été convenu à l'automne 2010.

Pour rappel, une entrevue entre Monsieur le Ministre des Finances, l'Inspection générale des finances (IGF), la Cour des comptes et M. Félix Braz, rapporteur du compte général 2009 (doc. parl. 6153), avait eu lieu le 8 novembre 2010 dans le but de définir avec précision la qualité des informations à fournir à partir du compte général 2010. Dans son rapport portant sur le compte général 2009, la Commission avait salué qu'au cours de la réunion en question, Monsieur le Ministre des Finances s'était engagé à fournir dorénavant les documents suivants avec le projet de loi portant règlement du compte général de l'Etat:

- une annexe – à l'instar du volume II qui accompagne le projet de budget de l'Etat – renseignant de manière exhaustive sur l'évolution des recettes et dépenses des fonds spéciaux de l'Etat au cours de l'année visée et ce pour chaque projet financé par le biais de ces fonds;
- un document présentant les comptes de l'administration publique incluant les comptes de l'administration centrale d'après les règles du SEC 95.

Alors que la Commission constate avec satisfaction que le délai de dépôt du projet de loi a été respecté et que l'exposé des motifs du projet de loi est plus détaillé qu'à l'accoutumée, elle voudrait savoir de la part de Monsieur le Ministre des Finances pourquoi ces documents n'ont pas été intégrés dans le projet de loi. Elle prie Monsieur le Ministre de bien vouloir transmettre ces informations à la Cour des Comptes.

Copie de la présente est envoyée pour information à Madame Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement, et à Monsieur Luc Frieden, Ministre des Finances.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma considération très distinguée.

*Le Président de la Chambre des Députés,*  
Laurent MOSAR

\*

## **DEPECHE DU MINISTRE DES FINANCES AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

(27.7.2011)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de me référer à votre courrier du 29 juin 2011 relatif à la documentation complémentaire à présenter à la Chambre des Députés dans le contexte du projet de loi 6293 portant règlement du compte général de l'exercice 2010.

Ainsi, je vous prie de bien vouloir trouver en annexe:

- Un document renseignant sur l'évolution des recettes et des dépenses des fonds spéciaux de l'Etat au cours de l'exercice 2010;
- Les tableaux de notification du déficit et de la dette publique du Grand-Duché de Luxembourg que le Luxembourg a transmis à la Commission européenne dans le cadre de la procédure concernant le déficit excessif en date du 1er avril 2011, et en particulier le Tableau 2A „Provision of the data which explain the transition between the public accounts budget balance and the central government deficit/surplus“.

Le tableau de notification 2A présente donc la transition entre le budget de l'Etat et/ou le compte général et le solde SEC95 de l'administration centrale. Conformément au règlement du Conseil (CE) No 479/2009, ces tableaux sont établis deux fois par an – au 1er avril et au 1er octobre de chaque année – et transmis à la Commission européenne.

La ligne „Working balance in central government accounts“ correspond au solde du compte général. Ceci est vérifié aisément pour les exercices 2007-2009. Or, pour l'exercice 2010, la „working balance“ (+989,9 millions d'euros) ne correspond pas au solde du compte général (+910,8 millions d'euros) étant donné que les dates de „clôture“ des comptes pour la notification du 1er avril et du compte général ne correspondent pas. Néanmoins, le tableau de notification 2A permet d'identifier les principales opérations expliquant la transition entre la „working balance“ et le compte général, en l'occurrence opérations sur la dette publique, prise et compte des recettes et dépenses effectives des établissements publics, prise en compte des recettes et dépenses effectives des fonds spéciaux ainsi que des ajustements de nature „statistique“ effectués conformément aux principes et règles du SEC95.

Compte tenu de l'importante charge de travail qu'implique l'établissement des tableaux de correspondance entre le budget de l'Etat/compte général et la „working balance in central government accounts“, cet exercice n'est actuellement effectué que deux fois par an, aux dates exigées par le programme de transmission statistique européen, soit au 1er avril et au 1er octobre de chaque année. Par conséquent, la „traduction“ du résultat du compte général pour l'exercice 2010 en solde SEC95 ne sera disponible que pour la notification du 1er octobre.

Il est important de préciser que le compte général et les tableaux de notification du déficit et de la dette publique servent deux finalités distinctes. En effet, le compte général reflète, article par article, l'exécution du budget de l'Etat voté par la Chambre des Députés pour un exercice donné, en recettes et en dépenses. Il s'agit donc essentiellement d'un instrument de contrôle du pouvoir exécutif. Par contre, le solde de financement des administrations publiques (et de l'administration centrale) établi selon les règles et concepts du SEC95 qui est notifié semestriellement à la Commission européenne a pour finalité de constater la capacité de financement dégagée ou le besoin de financement éprouvé par le secteur public dans son ensemble ainsi que par les différents sous-secteurs, dont l'administration

centrale. Il s'agit donc essentiellement d'un outil pour l'analyse économique de la politique budgétaire.

A partir de l'exercice 2011, l'annexe concernant l'information détaillée des recettes et des dépenses accompagnera le projet de loi portant règlement du compte général au moment de son dépôt. En ce qui concerne la présentation des comptes de l'administration centrale d'après les règles du SEC95, cette information continuera à être présentée dans le Volume III du projet de loi concernant les recettes et les dépenses de l'Etat.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la Chambre des Députés, l'expression de ma considération très distinguée.

*Le Ministre des Finances,*  
Luc FRIEDEN

\*

#### ANNEXE 1

### EVOLUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES DES FONDS SPECIAUX DE L'ETAT AU COURS DE L'EXERCICE 2010

#### 1) Fonds de la coopération au développement

##### 1) Base légale:

Loi du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement.

##### 2) Objet:

**Art. 2.**– Le Fonds a pour mission de contribuer au financement de la coopération au développement dans les pays en développement dans les domaines

- de la coopération bilatérale;
- de la coopération avec les organisations internationales;
- de la coopération avec les organisations non gouvernementales luxembourgeoises;
- des agents de la coopération, des coopérants, des boursiers et des stagiaires.

##### 3) Recettes et Dépenses:

**Art. 4.**– (...) Le Fonds peut intervenir dans les pays en développement par des aides directes, par le financement ou le cofinancement de programmes ou de projets d'organismes publics ou privés, internationaux. Il peut intervenir dans la forme d'investissements ou d'études à effectuer au sujet d'investissements.

**Art. 5.**– Le Fonds est alimenté par des dotations budgétaires annuelles.

##### 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1. ....	2.891.539	10.671.943
– Dotations budgétaires:		
a) Dotation normale .....	161.400.000	161.400.000
b) Dotation supplémentaire .....	–	592.000
– Remboursements .....	–	139.315
– Dépenses .....	164.200.000	162.082.836
– Avoir au 31.12. ....	91.539	10.720.422

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
<b>II. Programme des dépenses</b>		
– Coopération bilatérale mise en oeuvre par Lux-Development (LD) .....	86.000.000	70.723.320
– Frais de fonctionnement de LD.....	10.200.000	10.234.391
– Coopération bilat. mise en oeuvre sans recourir aux services de LD .....	16.500.000	19.641.841
– Coopération multilatérale et multibilatérale.....	13.800.000	25.032.369
– Coopération avec les O.N.G. luxembourgeoises .....	33.500.000	31.910.876
– Agents de la coopération, coopérants; autres appuis en ressources humaines aux programmes.....	4.200.000	4.451.011
– Aide humanitaire .....	–	25.000
– Divers.....	–	64.028
<b>Total des dépenses .....</b>	<b>164.200.000</b>	<b>162.082.836</b>

## 2) Fonds d'équipement militaire

### 1) Base légale:

Loi du 19 décembre 2003 portant réactivation du fonds d'équipement militaire.

### 2) Objet:

**Art. 1er.**– Le fonds d'équipement militaire créé par l'article 2 de la loi du 16 décembre 1997 concernant la programmation financière militaire peut servir au paiement de dépenses occasionnées par les investissements dans les capacités et moyens militaires à définir par une ou plusieurs lois spéciales.

### 3) Recettes et Dépenses:

- Aux termes de l'article 2 de la loi, le fonds est alimenté par des dotations budgétaires annuelles et par des emprunts.
- L'acquisition de l'avion militaire 400M a été autorisée par la loi du 21 mars 2005 et les programmes pluriannuels d'équipement militaire feront l'objet de la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires.

### 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1. ....	115.330.486	153.744.147
– Dotations budgétaires:		
a) Dotation normale.....	37.000.000	37.000.000
b) Dotation supplémentaire.....	–	–
– Dépenses .....	100.641.049	59.751.202
– Avoir au 31.12. ....	51.689.437	130.992.945
<b>II. Programme des dépenses</b>		
1) Avion A400M .....	1.577.367	1.575.000
2) Loi du 21 décembre 2007:		
a) Art. 1 (Total véhicules non compris) .....	98.063.682	58.176.202
Dont:		
– Armes et systèmes d'armes .....	3.340.000	467.472

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
– Moyens de communication .....	–	3.471.219
– Matériel de vision nocturne .....	–	1.966.137
– Autres investissements.....	2.500.000	50.497
– Soldat du futur (équip. individ.) .....	2.500.000	–
– Réaménagement Bleesdall .....	1.000.000	54.527
– Frais d'études .....	1.750.000	190.461
b) Art. 2 (véhicules):		
– Véhicules reconnaissance .....	77.773.682	51.307.031
– Véhicules tactiques .....	6.900.000	668.858
– Véhicules logistiques .....	2.300.000	–
3) Nouveaux programmes majeurs:		
– Véhicules tactiques .....	–	–
– Véhicules logistiques .....	–	–
– Autres investissements.....	1.000.000	–
<b>Total des dépenses .....</b>	<b>100.641.049</b>	<b>59.751.202</b>

### 3) Fonds pour les monuments historiques

#### 1) Base légale:

Article 35 de la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses pour l'exercice 2009 remplaçant l'article 17 de la loi du 14 mars 1982 a) portant création d'un Fonds culturel national; b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie.

#### 2) Objet:

Le Fonds est destiné à financer les dépenses courantes en rapport avec l'acquisition, la restauration, la reconstruction, l'équipement et la mise en valeur de monuments ayant un intérêt historique, architectural, archéologique, artistique, scientifique, technique ou industriel pour le patrimoine culturel du Luxembourg.

#### 3) Recettes et Dépenses:

Le Fonds est alimenté par des dotations budgétaires et, éventuellement, par des dotations en provenance du Fonds culturel national conformes aux dispositions des articles 2 et 8 de la loi du 14 mars 1982 précitée.

## 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1. ....	24.527.422	40.540.656
– Dotations budgétaires:		
a) Dotation normale.....	11.300.000	11.300.000
b) Dotation supplémentaire.....	–	5.000.000
– Dépenses .....	25.827.420	12.998.268
– Avoir au 31.12. ....	10.000.002	43.842.388
<b>II. Programme détaillé des dépenses</b>		
1. Châteaux et résidences .....	579.731	450.306
2. Fortifications .....	13.409.191	4.537.869
3. Inventaire .....	34.311	
4. Lieux de mémoire .....	–	
5. Patrimoine industriel .....	8.542.665	3.595.141
6. Patrimoine paysager .....	8.794	23.465
7. Patrimoine religieux .....	748.301	355.005
8. Patrimoine rural .....	223.238	231.263
9. Patrimoine urbain .....	52.553	
10. Sites archéologiques .....	794.963	999.593
11. Subventions en capital .....	1.433.673	2.805.626
<b>Total général.....</b>	<b>25.827.420</b>	<b>12.998.268</b>

## 4) Fonds de crise

## 1) Base légale:

Loi du 27 juillet 1938 portant création d'un fonds de réserve pour la crise.

## 2) Objet:

D'après l'article 1er de la loi, le fonds a exclusivement pour but de constituer une réserve destinée à faire face aux dépenses extraordinaires qu'une crise économique pourra imposer à l'Etat.

## 3) Recettes et Dépenses:

Le fonds est alimenté par des allocations dont le montant sera fixé chaque année par la loi budgétaire. Aux termes de l'article 4 de la loi, le recours au fonds de crise ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une loi spéciale.

## 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
– Avoir au 1.1. ....	21.715.473	21.715.473
– Dotations budgétaires .....	0	0
– Dépenses .....	0	0
– Avoir au 31.12. ....	21.715.473	21.715.473

## 5) Fonds de la dette publique

### 1) Base légale:

Loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2000.

### 2) Objet:

Aux termes de l'article 13 de la loi, „ses avoirs sont destinés au paiement des intérêts et au remboursement du capital des emprunts et certificats de trésorerie émis par l'Etat“.

### 3) Recettes et Dépenses:

Aux termes de l'article 13 le fonds est alimenté par des crédits inscrits au budget de l'Etat.

### 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
– Avoir au 1.1. ....	14.844.999	14.844.999
– Dotations budgétaires:		
a) Dotation normale.....	144.700.000	144.700.000
– amortissements .....	–	0
– bons du trésor .....	15.700.000	15.700.000
– intérêts .....	129.000.000	129.000.000
b) Dotation supplémentaire.....	–	133.555.800
– amortissements.....	–	133.555.800
– intérêts .....	–	–
– Recettes totales .....	144.700.000	278.255.800
– Dépenses:		
– amortissements .....	–	1.544
– bons du trésor.....	15.293.200	15.766.096
– intérêts .....	128.832.700	128.969.783
– Dépenses totales .....	144.125.900	144.737.423
– Avoir au 31.12. ....	15.419.099	148.363.375

## 6) Fonds des pensions

### 1) Base légale:

Loi du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois (art. 62).

### 2) Objet:

Le Fonds des pensions, géré par l'Administration du Personnel de l'Etat, a pour objet de rassembler les recettes et les dépenses relatives aux pensions des fonctionnaires de l'Etat et des établissements publics dont le personnel tombe dans le champ d'application du régime de pension spécial des fonctionnaires de l'Etat.

### 3) Recettes et Dépenses:

**Art. 62.**– Le Fonds de pension est alimenté:

a) par la retenue pour pension opérée conformément à l'article 61;

- b) par des dotations à charge des établissements publics dans la mesure où les lois instituant ces établissements leur imposent une participation aux pensions de leurs agents;
- c) par des dotations du budget de l'Etat destinées à assurer l'équilibre entre les recettes et les dépenses du fonds.

4) *Evolution de la situation financière du fonds en 2010:*

(en euros)

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
– Avoir au 1.1. ....	9.205.097	3.279.578
– Dotations budgétaires:		
a) Dotation normale .....	375.500.000	377.828.100
b) Autres recettes.....	127.000.000	131.540.167
– Dépenses .....	511.705.097	486.142.514
– Avoir au 31.12. ....	–	26.505.332

### 7) Fonds pour la réforme communale

1) *Base légale:*

Article 21 de la loi du 23 décembre 1972 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1973.

2) *Objet:*

**Art. 21.–** (2) Le fonds est destiné au financement des opérations réalisées, dans le cadre de l'aménagement du territoire, en vue de la réforme administrative et du regroupement des communes, notamment de la fusion des communes.

3) *Recettes et Dépenses:*

*Recettes:*

**Art. 21.–** (3) Le Ministre de l'Intérieur est autorisé à ordonnancer au profit du fonds spécial les sommes restant disponibles à la clôture de l'exercice 1972 sur le crédit de l'article 37.0.43.000 du budget des dépenses de cet exercice.

4) *Evolution de la situation financière du fonds en 2010:*

(en euros)

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
– Avoir au 1.1. ....	3.486	3.487
– Dotations budgétaires:		
a) Dotation normale.....	1.500.000	1.500.000
b) Dotation supplémentaire.....	–	1.150.000
– Autres recettes .....	–	–
– Dépenses .....	1.500.000	2.653.487
– Avoir au 31.12. ....	3.486	0

## 8) Fonds communal de dotation financière

### 1) Base légale:

- Art. 38 de la loi du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1988.
- Art. 22 du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2010.
- L'article 76, paragraphe 2 alinéa (1) de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental:

Ainsi qu'il est expliqué plus en détail au commentaire de l'article 22 du projet de loi budgétaire, conformément à la disposition prévue à l'alinéa 2 de l'article 76 de la loi portant organisation de l'enseignement fondamental, la dotation annuelle allouée à chaque commune au titre du Fonds communal de dotation financière est diminuée d'un tiers du coût total des rémunérations du personnel qui lui est attribué dans le cadre du contingent pour assurer l'enseignement de base visé à l'alinéa 2 de l'article 38 de la même loi. Dans ces conditions, et comme cette loi est entrée en application au début de l'année scolaire 2009/2010, les recettes et dépenses du fonds communal de dotation financière sont égales au montant de la dotation totale revenant aux communes diminuée de la part qui leur incombe au titre des rémunérations du personnel enseignant, montant estimé pour 2010 à 122.559.500 euros.

### 2) Objet:

Le Fonds a pour objet de recevoir et de permettre la répartition de la dotation à allouer aux communes sur la base de la loi organique du fonds, telle qu'elle a été modifiée, dotation annuellement fixée par la loi budgétaire (voir l'article 22 du projet de loi budgétaire pour l'exercice 2010).

### 3) Recettes et Dépenses:

Le fonds est alimenté par:

- 1° le produit net de la taxe de consommation sur l'alcool,
  - 2° une partie du produit de la taxe sur la valeur ajoutée,
  - 3° une partie du produit de la taxe sur les véhicules routiers,
  - 4° un crédit spécial inscrit au budget des dépenses ordinaires du ministère.
- Art. 76 alinéa 2. (3) de la loi portant organisation de l'enseignement fondamental modifiant le point 4° susvisé.
- Dépenses: voir sous „Objet“.

### 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
– Avoir au 1.1. ....	–	–
– Dotations budgétaires .....	575.888.500	594.829.041
– Dépenses:		
Dotation à allouer aux communes .....	698.448.000	736.330.098
A déduire:		
Participation des communes aux frais de rémunération du personnel de l'enseignement fondamental .....	-122.559.500	-141.501.057
– Avoir au 31.12. ....	–	0

### 9) Fonds spécial de la pêche

1) *Base légale:*

Loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures.

2) *Objet:*

**Art. 7.–** (1) Les montants de la taxe piscicole sont versés sur un fonds spécial qui sert:

- au repeuplement des eaux de la première catégorie;
- au repeuplement des eaux intérieures qui sont polluées accidentellement, si le pollueur est inconnu;
- à l'allocation de primes d'encouragement aux propriétaires riverains, qui ont effectué, dans l'intérêt piscicole, des travaux d'aménagement sur leurs propriétés riveraines;
- à l'indemnisation des propriétaires riverains des cours d'eau déclarés zones de frayère;
- à l'établissement d'études scientifiques ayant comme but l'amélioration du milieu aquatique;
- au financement de mesures et d'aménagements visant à améliorer le milieu aquatique;
- à la construction, l'extension, l'équipement et la modernisation d'installations utilisées pour la pêche dans les cours d'eau;
- à la sensibilisation, à la formation et à l'information des pêcheurs et du public en matière de pêche et de protection du milieu aquatique.

3) *Recettes et Dépenses:*

**Art. 41.–** (1) Il est perçu annuellement sur le prix de location un droit d'adjudication de dix pour cent, dont cinq pour cent à titre de contribution aux frais d'administration du syndicat et cinq pour cent au profit de l'Etat pour l'alimentation du fonds spécial.

Dépenses: voir sous „Objet“.

4) *Evolution de la situation financière du fonds en 2010:*

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1. ....	211.515	288.890
– Dotations budgétaires .....	70.565	70.565
– Dépenses .....	116.000	91.364
– Avoir au 31.12. ....	166.080	268.091
<b>II. Programme des dépenses</b>		
1) Déversements de poissons .....	77.500	67.244
2) Projets divers (Construction de pontons d'amarrage, réalisation de passes à poissons, amélioration de la franchissabilité des rivières).....	38.500	24.120
<b>Total des dépenses .....</b>	<b>116.000</b>	<b>91.364</b>

### 10) Fonds cynégétique

1) *Base légale:*

Loi modifiée du 30 mai 1984 modifiant et complétant la législation sur la chasse.

2) *Objet:*

Le fonds cynégétique a pour objet la conservation et le rétablissement de populations d'espèces indigènes classées comme gibier.

3) *Recettes et Dépenses:*

**Art. 9.–** (...) Le fonds est alimenté:

- par les droits supplémentaires perçus annuellement sur les permis de chasse;
- par l'excédent éventuel prévu à l'article 13 de la loi du 20 juillet 1925.

Le fonds sert à financer les mesures à prendre dans l'intérêt de:

- a) la conservation et du rétablissement des biotopes;
- b) la reproduction et l'élevage de gibier;
- c) la création et l'aménagement de réserves de chasse;
- d) l'amélioration des conditions cynégétiques en général;
- e) le repeuplement des chasses.

4) *Evolution de la situation financière du fonds en 2010:*

(en euros)

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
– Avoir au 1.1. ....	683.349	682.635
– Dotations budgétaires .....	34.255	34.255
– Dépenses .....	–	–
– Avoir au 31.12. ....	717.604	716.890

### 11) Fonds pour la gestion de l'eau

1) *Base légale:*

Art. 62.– de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Art. 46.– du projet de loi budgétaire.

2) *Objet:*

**Art. 63.**– Le fonds prend à charge, dans les limites prévues à l'article 65, les dépenses occasionnées pour la réalisation des études et l'exécution des travaux visés par la présente.

Ces dépenses font l'objet d'une programmation pluriannuelle arrêtée par le Gouvernement.

3) *Recettes et Dépenses:*

**Art. 64.**– Le fonds est alimenté par des dotations budgétaires annuelles, par les taxes de rejet des eaux usées, par des emprunts ou par d'autres fonds publics.

**Art. 65.**– Projets éligibles et taux d'intervention du Fonds pour la gestion de l'eau.

Ces projets concernent:

- la sauvegarde de la qualité des eaux souterraines et superficielles;
- l'assainissement et l'épuration des eaux usées;
- la protection et la restauration des cours d'eau dans un état proche de la nature;
- la réduction des risques d'inondation;
- l'utilisation durable de l'eau, fondée sur la protection à long terme des ressources en eau disponibles.

## 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1. ....	70.097.117	95.006.351
– Dotations budgétaires:		
a) Dotation normale.....	20.870.000	20.870.000
b) Dotation supplémentaire.....	–	–
c) Crédits transférés (loi du 19.12.2008).....	4.830.000	4.830.000
– Concours communautaires .....	–	–
– Produit des redevances à instaurer suite à l'entrée en vigueur du projet de loi-cadre sur l'eau .....	–	–
– Dépenses .....	75.330.000	56.497.097
– Avoir au 31.12. ....	20.467.117	64.209.254
<b>II. Programme des dépenses</b>		
<i>I. Dépenses relatives à l'assainissement des eaux (alinéas d) et e) de l'article 65, paragraphe (1)</i>		
<i>A. Projets en voie de réalisation</i>		
– Hespérange .....	3.000.000	2.141.776
– Beggen .....	6.400.000	9.323.984
– STEP Bettembourg.....	–	2.113.066
– Heiderscheidergrund (y compris assainissement du Lac de la Haute-Sûre, réseau de collecteur) .....	6.000.000	291.284
– Echternach .....	855.085	690.593
– Boevange/Attert (y compris assainissement de la vallée de l'Attert, réseau de collecteurs) .....	1.382.177	–
– STEP internation à Perl (Part du Luxbg) y compris réseau d'assainissement du bassin tributaire de la STEP Perl-Phase I .....	6.000.000	2.897.829
– Bonnevoie-Beggen .....	5.000.000	–
– Assainissement de la vallée de l'Attert		
Système de collecteur – phase 2 + surcoût phase 1 .....	5.000.000	–
– Agrandissement, modernisation STEP à Mersch/Beringen .....	6.000.000	4.368.791
– Construction STEP Wasserbillig-Mertert-Grevenmacher.....	5.000.000	233.348
– Assainissement du bassin tributaire de la STEP Wasserbillig-Mertert-Grevenmacher-Stadtbredimus.....	6.000.000	–
– Assainissement de la Vallée de l'Eisch (step, bassins d'orage et collecteurs).....	3.000.000	457.642
– Raccordement Differdange et Oberkorn à la STEP Pétange.....	2.000.000	400.000
– Modernisation STEP SIDEN à Blesbruck .....	2.000.000	–
– Assainissement des communes de Mondorf et Burmerange (step, réseau de collecteurs) .....	3.000.000	–
– Assainissement de la commune de Winrange – Construction d'une STEP à Boevange (y compris bassin d'orage et collecteurs).....	3.000.000	350.000
– Assainissement de la Vallée de l'Our moyenne: Construction de collecteurs et bassin d'orage .....	4.000.000	386.167

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
– Construction d’une STEP à Wiltz (y compris bassin d’orage) ...	2.000.000	100.000
– STEP Esch/Schiffflange: Amendement loi du 20.12.1999 .....	–	–
– Construction de petites STEPS (Flaxweiler, Marnach, Colpach, Zittig, Herborn, Hollenfels).....	3.000.000	3.000.000
– Divers.....	6.000.000	6.344.196
<b>B. Projets à l’étude: Objectif à atteindre</b>	<b>38.000.000</b>	<b>23.208.814</b>
– Travaux sur le bassin tributaire de la step de Mersch/Beringen .	2.500.000	1.600.000
– Travaux sur le bassin tributaire de la step de Beggen (VdL, Strassen, Bertrange, Leudelange).....	2.000.000	2.200.000
– Assainissement collecteur principal Colmar-Ettelbruck.....	2.000.000	1.500.000
– Agrandissement STEP SIACH.....	5.000.000	200.000
– Agrandissement-modernisation SIDEST Übersyren .....	500.000	–
– Travaux d’aménagement de bassins de rétention, modernisation du réseau de collecteurs du bassin tributaire du SIDEST Übersyren .....	3.000.000	1.000.000
– Travaux sur le bassin tributaire de la step de Bettembourg.....	2.000.000	1.725.490
– Travaux sur le bassin tributaire de la step de Schiffflange .....	2.500.000	1.770.000
– Construction d’une step à Troisvierges (y compris bassin d’orage)	2.000.000	–
– Assainissement de la vallée de l’Attert .....	–	–
– Collecteurs et bassins d’orage dans le bassin tributaire de la STEP Perl – Phase 2 .....	–	–
– Assainissement de la commune de Wincrange – Construction de 2-3 steps supplémentaires (Sassel – Schimpach – Brachtenbach) y compris bassins d’orage et collecteurs .....	–	–
– STEP Schiffflange agrandissement, raccordement Belval, Reckange et Dippach	500.000	579.826
– Divers.....	16.000.000	12.633.498
<b>Sous-Total .....</b>	<b>116.637.262</b>	<b>56.307.490</b>
Pourcentage de réalisation (retards dans la planification respectivement dans l’exécution des projets).....	60%	100%
<b>Sous-Total 1 .....</b>	<b>70.000.000</b>	<b>56.307.490</b>
<i>II. Dépenses relatives à la prévention des crues, à la renaturation des cours d’eaux et à l’entretien des cours d’eaux (alinéas i) à l) de l’article 65, paragraphe (1) – anciens articles 09.9.31.050, 09.9.43.000, 39.9.63.001, 39.9.63.003 et 39.9.73.040) .....</i>	4.830.000	189.607
<i>III. Autres dépenses prévues par la loi du 19 décembre 2008.....</i>	500.000	–
<b>Total des dépenses .....</b>	<b>75.330.000</b>	<b>56.497.097</b>

## 12) Fonds spécial des eaux frontalières

### 1) Base légale:

Loi du 21 novembre 1984 portant approbation de la convention entre le Grand-Duché, d’une part, et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d’Allemagne, d’autre part, portant nouvelle réglementation de la pêche dans les eaux frontalières relevant de leur souveraineté commune, signée à Trèves, le 24 novembre 1975.

2) *Objet:*

**Art. 3.**– La délivrance d'un permis de pêche prévu dans la Convention peut être assujettie au paiement à charge du titulaire d'une taxe.

Les montants de cette taxe sont versés sur un fonds spécial qui sert exclusivement aux fins prévues par l'article 8 de la Convention.

3) *Recettes et Dépenses:*

Recettes: Voir sous „Objet“.

**Art. 8.**– de la Convention: Les parties contractantes s'engagent à affecter les recettes provenant de la délivrance des permis de pêche et du paiement de dommages-intérêts et de dédommagements exclusivement à la promotion de la pêche et plus particulièrement au repeuplement des eaux frontalières.

4) *Evolution de la situation financière du fonds en 2010:*

(en euros)

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1. ....	989.202	1.128.756
– Dotations budgétaires .....	48.624	48.624
– Dépenses .....	231.500	77.417
– Avoir au 31.12. ....	806.326	1.099.963
<b>II. Programme des dépenses</b>		
1) Déversements de poissons .....	71.500	63.629
2) Projets en relation avec l'amélioration de la franchissabilité des cours d'eau frontaliers .....	150.000	13.789
3) Exécution plans de déversement de poissons produits à la pisciculture – recouvrement frais	10.000	–
<b>Total des dépenses .....</b>	<b>231.500</b>	<b>77.417</b>

### 13) Fonds d'équipement sportif national

1) *Base légale:*

Article 14 de la loi budgétaire du 24 mars 1967.

Loi du 8 novembre 2002 autorisant le Gouvernement à subventionner un huitième programme quinquennal d'équipement sportif.

Loi du 19 décembre 2008 autorisant le Gouvernement à subventionner un neuvième programme quinquennal d'équipement sportif.

2) *Objet:*

Réalisation d'un programme d'équipement sportif national qui fait l'objet de lois spéciales.

3) *Recettes et Dépenses:*

Le Fonds est alimenté par des dotations budgétaires annuelles.

## 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1. ....	14.000.000	39.613.319
– Dotations budgétaires		
a) normale.....	19.980.800	19.980.800
b) supplémentaire.....	–	–
– Dépenses .....	33.980.800	15.062.271
– Avoir au 31.12 .....	–	44.531.848
<b>II. Programme des dépenses</b>		
IXe programme quinquennal.....	33.980.800	15.062.271
<b>Total des dépenses .....</b>	<b>33.980.800</b>	<b>15.062.271</b>

**14) Fonds pour les investissements sociofamiliaux**

## 1) Base légale:

Article 50 de la loi du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1999, modifiée par l'article 50 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2000.

## 2) Objet:

Financement des infrastructures sociofamiliales des services gérés par les organismes conventionnés et/ou dûment agréés par le Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse ou le Ministre de la Promotion féminine, conformément aux dispositions de la loi réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

Par dérogation à l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 18 décembre 1975 portant réorganisation de l'Administration des Bâtiments publics, le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a également comme attributions en régie propre la supervision de l'étude et de l'exécution des projets d'entretien courant, de petites transformations ou rénovations et de mise en sécurité des bâtiments publics gérés par le Ministère de la Famille ou de la Promotion féminine ou loués par l'Etat pour le compte des deux ministères précités mêmes, ou pour le compte d'un organisme conventionné et/ou agréé par l'un des deux ministères précités et financés par le fonds.

## 3) Recettes et Dépenses:

Le fonds est alimenté par des dotations budgétaires annuelles.

Les dépenses à charge du fonds peuvent viser soit des subsides accordés pour des investissements opérés par des tiers soit la prise en charge directe, totale ou partielle, d'investissements réalisés par ces mêmes tiers. En cas de préfinancement par le tiers des subsides accordés par l'Etat, le fonds peut supporter la charge des intérêts d'un emprunt contracté par le tiers aux fins dudit préfinancement.

## 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1. ....	148.867.330	155.324.876
– Dotations budgétaires:		
a) Dotation normale.....	60.000.000	60.000.000
b) Dotation supplémentaire .....	–	–
– Dépenses .....	85.000.000	103.541.604
– Avoir au 31.12. ....	123.867.330	111.783.272
<b>II. Programme des dépenses</b>		
1) <i>Ministère de la Famille</i>		
Construction, aménagement, équipement dans l'intérêt des		
a) infrastructures pour enfants, jeunes, adultes et personnes		
handicapées .....	15.345.000	6.798.744
b) infrastructures pour immigrés et réfugiés .....	1.100.000	1.016.847
c) infrastructures pour personnes handicapées.....	20.260.000	12.803.783
d) infrastructures pour le troisième âge .....	57.445.901	62.332.593
e) maisons relais .....	33.645.895	17.046.184
f) jeunesse .....	6.911.585	2.945.719
2) <i>Ministère de l'Egalité des chances</i> .....	600.000	597.734
– Sous-total.....	135.308.381	103.541.604
Moins-value pour retards et aléas de chantier .....	50.308.381	
<b>Total des dépenses ajustées.....</b>	<b>85.000.000</b>	<b>103.541.604</b>

**15) Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux**1) *Base légale:*

Loi du 25 juin 1960 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1960 (art. 10).

Loi du 2 janvier 1963 autorisant l'exécution d'un programme extraordinaire d'investissements publics administratifs, scolaires et sanitaires et autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt de trois cents millions de francs pour l'exécution d'une première série de travaux (art. 3).

Loi du 23 décembre 1967 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1968 (art. 13).

Loi du 29 décembre 1970 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1970 (art. 20).

2) *Objet:*

**Art. 20.**– Seront financées:

- les constructions sanitaires autorisées ou à autoriser par une loi spéciale;
- la construction de maisons de retraite prévue par la loi du 18 février 1950 autorisant le Gouvernement à faire procéder à la construction de maisons de retraite;
- les constructions à caractère social à autoriser par une loi spéciale.

3) *Recettes et Dépenses:*

**Art. 3.**– Ce fonds est alimenté par:

- des emprunts;
- des prélèvements sur d'autres recettes extraordinaires et sur les recettes ordinaires.

## 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1. ....	37.012.308	42.005.114
– Alimentations:		
a) Alimentation normale .....	<b>7.530.000</b>	<b>7.530.000</b>
b) Alimentation supplémentaire .....	–	–
Total.....	7.530.000	7.530.000
– Dépenses .....	23.944.387	12.477.715
– Moins-value retards et aléas de chantiers ( 10% et 30%).....	7.183.316	0
– Dépenses ajustées .....	16.761.071	12.477.715
– Avoir au 31.12. ....	27.781.237	37.057.399
<b>II. Programme des dépenses</b>		
<b>1. Projets en cours de réalisation</b>		
– C.I.P.A. Dudelange.....	4.000.000	1.323.120
– C.I.P.A. Wiltz .....	9.000.000	8.940.247
– Assainissement du barrage de Rosport .....	5.910.000	394.705
<b>2. Loi budgétaire:</b>		
– Internat sociofamilial spécialisé à Wiltz.....	–	–
– CHNP Ettelbruck: remise en état .....	500.000	–
– Centre d'acc. pour réfugiés Marienthal: aménagements .....	49.387	413.599
– C.LP.A.Niedercorn: adaptation au projet Servior.....	1.000.000	0
– Foyer Eislecker Heem Lullange: transformation.....	1.000.000	1.000.920
– Domaine thermal Mondorf: mise en conformité cuisine.....	100.000	195.904
– Centre d'accueil pour réfugiés Waldhaff	–	–
– Kraizbiert Dudelange: mise en conformité Centre E. Mayrisch	50.000	–
– C.I.P.A. Echternach: transformation r.-d.-ch./création cuisine de production .....	500.000	82.809
– Femmes en détresse: 153, rue de Rollingergrund.....	800.000	93.652
– Internat sociofamilial (anc.CNA) Dudelange:nvllle construction	100.000	–
– Réhabilitation du prébarrage du Pont-Misère .....	20.000	27.939
– Réhabilitation du prébarrage de Bavigne.....	25.000	–
– Réhabilitation des barrages secondaires de la Haute-Sûre .....	40.000	–
– Projets en cours d'achèvem., aband. ou préfin. ....	–	–
<b>3. Projets en cours d'élaboration</b>		
– Assainissement du barrage d'Esch/Sûre (2ième phase) .....	350.000	2.681
<b>4. Nouveaux projets</b>		
– C.I.P.A. Bofferdange: agrandissement.....	300.000	–
– Domaine thermal Mondorf: études .....	50.000	–
– „Valeriusshaff“ Tandel .....	150.000	2.139
<b>Total des dépenses .....</b>	<b>23.944.387</b>	<b>12.477.715</b>

## 16) Fonds des investissements hospitaliers

### 1) Base légale:

Loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers (art. 15).

### 2) Objet:

**Art. 15.**– Le fonds est destiné à honorer les engagements pris par l’Etat, y compris les frais financiers, en ce qui concerne les grands projets de construction ou de modernisation dans le domaine hospitalier.

**Art. 16.**– Une loi spéciale fixe pour chaque projet individuellement le montant des aides à charge du fonds à ne pas dépasser.

### 3) Recettes et Dépenses:

**Art. 15.**– Le fonds est (...) alimenté par des dotations budgétaires annuelles.

En ce qui concerne les dépenses, les plafonds dont question à l’article 16 précité ont été fixés par la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l’Etat à participer au financement de la modernisation, de l’aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers.

### 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1. ....	100.398.740	119.439.799
– Alimentation normale.....	34.000.000	34.000.000
– Dépenses.....	79.412.421	44.473.562
– Moins-value pour retards et aléas de chantier .....	11.911.863	
– Dépenses ajustées .....	67.500.558	44.473.562
– Avoir au 31.12. ....	66.898.182	108.966.237
<b>II. Programmes des dépenses</b>		
<i>A. Projets en cours</i>		
Extension Baclesse .....	7.000.000	4.924.814
Centre de rééducation (estimation Rehazenter) .....	1.783.335	502.000
CHL – Clinique Pédiatrique .....	3.000.000	4.789.870
CHL – Clinique d’Eich .....	2.570.850	
Clinique d’Eich (dépassement).....	3.000.000	6.568.524
CHL – Maternité.....	–	808.765
CHL – Hôpital municipal .....	6.125.801	4.924.110
Hôpital Kirchberg .....	–	
Clinique Dr Bohler .....	–	
Ettelbruck (nouvel hôpital) (sans dépassement, cf. infra) .....	–	–
St Louis Ettelbruck (dépassement).....	422.991	0
CHNP (partie Centre adolescents) .....	680.236	313.496
Hôpital St Joseph Wiltz (sans dépassement, cf. infra) .....	3.106.602	2.253.738
CHEM Esch, avec rallonge CDG 28 avril 2006 .....	10.000.000	9.094.902
CHEM Dudelange (partie hôpital) .....	2.000.000	2.996.469
HPMA Niederkorn (mise en sécurité) .....	5.222.606	

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
Clinique Ste Thérèse Luxbg .....	5.000.000	
Centre de convalescence Colpach (Croix-Rouge) .....	5.000.000	5.343.017
Clinique St Joseph Wiltz (dépassement).....	4.000.000	
Clinique Ste Thérèse (nouveau projet) .....	500.000	
Frais d'experts .....	500.000	97.721
Intérêts et autres frais financiers .....	5.000.000	562.226
Frais d'ét. (HPMA, CNRFR, Baclesse, Zitha, E-Bau, Ste Marie).	500.000	1.293.910
<b>Sous-total A).....</b>	<b>65.412.421</b>	<b>44.473.562</b>
<i>B. Projets en voie d'élaboration</i>		
Clinique Ste Marie Esch.....		
CHNP (Loi 1999) (sans Centre adolescents) (cf. supra) .....		
Hôpital du Kirchberg (psychiatrie juvénile prov. à Hamm .....		
Hôpital du Kirchberg (Clinique de jour psychiatrie juvénile .....		
INCCI: Projet d'extension et de modernisation.....		
Centre Hospitalier (bâtiment Mère enfant) .....		
Centre Hospitalier (Hôpital Municipal phase II) .....		
CHEM: Esch-renf. site aigu; mise en sécurité et modernisation sites existants; prise en charge de proximité et gériatrique dans la région sud.....		
<b>Sous-total B) .....</b>	<b>14.000.000</b>	<b>0</b>
<b>Total des dépenses A+B .....</b>	<b>79.412.421</b>	<b>44.473.562</b>
Pourcentage de réalisation compte tenu des aléas de chantier .....	84%	
<b>Dépenses ajustées.....</b>	<b>67.000.000</b>	<b>44.473.562</b>

### 17) Fonds spécial de la chasse

#### 1) Base légale:

Loi modifiée du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier (art. 13).

#### 2) Objet:

**Art. 13.**– Indemnisation des dommages causés aux récoltes par le sanglier, le cerf et le mouflon.

#### 3) Recettes et Dépenses:

„**Art. 13.**– Le dommage causé aux récoltes par le sanglier, le cerf et le mouflon est supporté:

- 1° par un dixième par le syndicat de chasse sur les terres duquel les dégâts ont été commis;
- 2° par neuf dixièmes par l'adjudicataire du droit de chasse sur le lot duquel les dégâts ont été commis.

A l'issue de l'année cynégétique et pour la première fois le 1er août 2007, les sommes avancées par l'adjudicataire de chasse sont remboursées par le fonds spécial alimenté par les droits supplémentaires perçus annuellement sur les permis de chasse. Toutefois, le montant remboursé ne peut dépasser le montant de quatre euros par hectare de la superficie du lot de chasse.

Le droit au remboursement des fonds avancés par l'adjudicataire du droit de chasse se prescrit par cinq ans à compter du 31 juillet de l'année cynégétique à laquelle se rapporte le montant à rembourser.

Si, après paiement de toutes les indemnités et des frais, la recette des droits supplémentaires touchés par l'Etat, en vertu de l'alinéa qui précède, laisse un excédent, celui-ci sera versé à un fonds de réserve, affecté à l'indemnisation des dégâts ci-dessus spécifiés. Lorsque ce fonds de réserve aura

atteint la somme de „12.394,68 euros“, l'excédent sera versé au fonds spécial pour le repeuplement des chasses.“

4) *Evolution de la situation financière du fonds en 2010:*

(en euros)

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
– Avoir au 1.1. ....	13.558	167
– Dotation budgétaire .....	391.293	391.293
– Dépenses .....	404.000	391.138
– Avoir au 31.12. ....	851	322

### 18) Fonds pour la protection de l'environnement

1) *Base légale:*

Loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement.

2) *Objet:*

Aux termes de l'article 2 de la loi modifiée du 31 mai 1999 le fonds a pour objet:

- la prévention et la lutte contre la pollution de l'atmosphère, le bruit et le changement climatique;
- la prévention et la gestion des déchets;
- la protection de la nature et des ressources naturelles;
- l'assainissement et la réhabilitation de sites de décharge de déchets et de sites contaminés;
- l'utilisation rationnelle de l'énergie et la promotion des énergies nouvelles et renouvelables.

3) *Recettes et Dépenses:*

Le fonds prend à charge, dans les limites prévues à l'article 4, les dépenses occasionnées pour l'exécution des travaux visés par la loi.

4) *Evolution de la situation financière du fonds en 2010:*

(en euros)

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1. ....	65.463.731	74.864.665
– Dotations budgétaires:		
a) Dotation normale.....	8.500.000	8.500.000
b) Dotation supplémentaire.....	–	–
Total .....	8.500.000	8.500.000
– Dépenses .....	26.500.000	16.489.031
– Avoir au 31.12. ....	47.463.731	66.875.634
<b>II. Programme des dépenses</b>		
– Air, bruit, climat et énergie.....	3.500.000	1.742.936
– Déchets .....	20.000.000	14.134.705
– Nature .....	3.000.000	611.390
<b>Total des dépenses .....</b>	<b>26.500.000</b>	<b>16.489.031</b>

## 19) Fonds de financement des mécanismes de Kyoto

### 1) Base légale:

Loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

### 2) Objet:

Aux termes de l'article 22, paragraphe 2, „le fonds a pour objet de contribuer au financement des mécanismes de flexibilité de Kyoto et des mesures nationales afférentes qui sont mis en œuvre en vue de la réduction des émissions à effet de serre.

Il intervient dans les domaines suivants:

1. échange de droits d'émissions;
2. activités de projet de mise en œuvre conjointe (MOC) réalisées dans les pays membres de l'OCDE et les pays à économie de transition dans le but d'acquérir des unités de réduction des émissions;
3. activités de projet de mécanisme de développement propre (MDP) dans des pays en voie de développement dans le but d'acquérir des réductions d'émissions certifiées;
4. participation à des fonds multilatéraux gérés par des organismes internationaux ou régionaux qui ont pour mission notamment d'appuyer financièrement lesdites activités;
5. projets et programmes visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre au niveau national.“

### 3) Recettes et Dépenses:

Le fonds est alimenté:

- 1) par des dotations budgétaires annuelles,
- 2) par le produit de la vente de crédits d'émissions,
- 3) par des dons,
- 4) par un droit d'accise autonome additionnel prélevé sur les huiles minérales et les gasoils destinés à l'alimentation des moteurs de véhicules routiers et utilisés comme carburant, dénommé contribution climatique,
- 5) par une partie du produit de la taxe sur les véhicules routiers fixée au budget.

Le fonds intervient

- 1) soit par l'achat ou la vente de crédits d'émission,
- 2) soit par le financement ou le cofinancement des domaines visés sous les points 2) à 5) sous la forme
  - a) soit d'investissements,
  - b) soit d'études ou de conseils portant sur les modalités d'investissement,
  - c) soit d'études ou de conseils portant sur la faisabilité et l'éligibilité d'activités de projet,
  - d) soit d'études portant sur les potentiels de réduction des émissions,
  - e) de participation financière directe.

## 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1. ....	241.374.497	269.025.868
Alimentation:		
a) Budgetaire normale .....	11.000.000	11.000.000
b) Budgetaire supplémentaire .....	–	–
– Contribution climatique carburant .....	58.000.000	61.760.452
– Taxe véhicules routiers .....	27.200.000	25.999.749
Sous-total .....	96.200.000	98.760.201
– Dons .....	–	4.600
Total .....	96.200.000	98.764.801
– Dépenses .....	125.028.472	39.647.523
Avoir au 31.12. ....	212.546.025	328.143.145
<b>II. Programme des dépenses</b>		
– Achats de droits d'émission .....	25.000.000	15.000.000
– Projets Mécanisme de Développement Propre .....	46.278.472	10.005.673
– Projets Mise en Oeuvre Conjointe .....	15.000.000	–
– Fonds multilatéraux .....	8.300.000	5.944.760
– Mesures nationales .....	28.750.000	8.536.614
– Divers .....	1.700.000	160.476
<b>Total des dépenses .....</b>	<b>125.028.472</b>	<b>39.647.523</b>

**20) Fonds pour l'emploi**

## 1) Base légale:

Loi du 30 juin 1976 portant création d'un fonds pour l'emploi;

Loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un code du travail.

## 2) Objectifs:

Le fonds pour l'emploi est destiné à couvrir les dépenses résultant:

1. de l'octroi des indemnités de chômage;
2. de la prise en charge de diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes;
3. de la prise en charge de diverses mesures en faveur de l'emploi des adultes;
4. de la promotion de la formation pratique en entreprise ainsi que de l'insertion et de la réinsertion professionnelles des demandeurs d'emploi, inscrites à la section spéciale;
5. du maintien de la relation contractuelle des travailleurs formant le sureffectif structurel de la sidérurgie.

## 3) Recettes et Dépenses:

Le fonds pour l'emploi est alimenté par les ressources ci-après:

1. par des impôts de solidarité prélevés moyennant des majorations de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur le revenu des collectivités;
2. par un droit d'accise autonome additionnel prélevé sur les huiles minérales légères et les gasoils destinés à l'alimentation des moteurs de véhicules circulant sur la voie publique et utilisés comme carburant, dénommé contribution sociale;

3. par des dotations budgétaires;

4. par des remboursements.

4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1.* .....	283.787.021	280.758.724
– Produit de l'impôt de solidarité .....	114.230.000	128.532.490
– Produit de la cotisation sociale sur carburants .....	125.000.000	131.538.932
– Remboursements.....	46.000.000	38.933.319
– Dotation budgétaire normale .....	50.000.000	50.000.000
– Dotation budgétaire supplémentaire** .....	–	–
Total .....	335.230.000	349.004.741
– Dépenses .....	585.889.255	533.724.899
– Avoir au 31.12. ....	33.127.766	96.038.566
<b>II. Programme des dépenses</b>		
<b>A. Dépenses générales</b>		
<b>a. Indemnités de chômage</b>		
1. Chômage complet.....	190.000.000	193.425.561
2. Remboursement du chômage des frontaliers .....	25.000.000	–
3. Chômage partiel.....	50.000.000	28.207.709
4. Chômage pour intempéries/accidentel et technique .....	7.250.000	18.358.403
Sous-total a. ....	272.250.000	239.991.673
<b>b. Actions pour combattre le chômage des jeunes</b>		
<b>b.1 Dépenses sans cofinancement communautaire</b>		
1. CAT – Etat.....	–	–
2. CAT – Autres (communes, privé, etc.).....	–	10.837
3. CAE – Etat (contrat appui emploi) .....	2.500.000	2.223.156
4. CAE – communes, asbl, etc. (contrat appui emploi) .....	6.678.238	1.681.263
5. CIE (contrat d'insertion à l'emploi) .....	14.216.017	4.659.194
6. CIE (expérience pratique).....	–	544.332
7. CIE (remboursement cotisation sociale 18 mois après CIE)	–	1.076.322
8. Stages d'insertion .....	–	–
9. Complément à l'indemnité pour stagiaires et CAT .....	240.000	49.588
10. Indemnité d'apprentissage & divers .....	500.000	0
Sous-total b. ....	24.134.255	10.244.692
<b>c. Actions en faveur de l'emploi</b>		
<b>c.1 Dépenses sans cofinancement communautaire</b>		
1. Stages de réinsertion profess. (hors chômeurs indemnisés) .	8.600.000	8.313.265
2. Garantie de salaires .....	13.000.000	12.075.836
3. Aides à la création d'entreprises par des chômeurs.....	1.500.000	362.488
4. Aides à la mobilité géographique.....	150.000	183.432
5. Aide au réemploi (hors sidérurgie) .....	40.000.000	39.969.809

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
6. SNAS – mise au travail.....	20.000	17.288
7. Travaux extraordinaires d'intérêt général (WSA).....	2.600.000	2.114.091
8. Prérétraite (hors sidérurgie) .....	33.000.000	35.517.648
9. Participation au paiement d'une indemnité de congé parental .....	13.500.000	11.918.378
10. Détachement de main-d'oeuvre ADEM.....	2.800.000	2.691.696
11. Frais informatiques .....	1.000.000	–
12. Bilans de compétence et d'insertion pour chômeurs.....	200.000	–
13. Pool des assist. à la direct. dans l'enseignement secondaire plus encadrement psychosocial des chômeurs .....	3.100.000	3.039.017
14. Actions en faveur de l'emploi féminin .....	1.500.000	0
15. Aides à l'embauche de chômeurs âgés/longue durée .....	10.000.000	14.161.602
16. Aides incapacité de travail et réinsertion professionnelle .	30.000.000	44.644.519
17. Indemnité compensatoire travailleurs handicapés.....	2.000.000	1.192.229
18. Divers .....	500.000	1.186.415
<i>c.2. Dépenses sans cofinancement communautaire</i>		
Initiatives sociales en faveur de l'emploi		
1. Forum pour l'emploi .....	7.000.000	8.090.500
2. Proactif.....	14.000.000	13.923.333
3. Objectif Plein Emploi.....	16.000.000	18.380.666
4. Défi-Job asbl .....	320.000	263.447
5. Eng nei Schaff asbl .....	185.000	204.667
6. ICOPA-RTPH.....	430.000	408.900
7. COLABOR .....	200.000	223.333
8. Aarbechtshëllef.....		397.071
9. Actions locales communes .....	900.000	537.500
10. Autres .....	2.000.000	0
<i>c.3. Dépenses avec cofinancement communautaire</i>	3.000.000	2.637.650
Sous-total c. ....	207.505.000	222.454.780
<b>d. Section spéciale (Formation)</b>		
1. Aides et primes à l'apprentissage .....	13.500.000	16.283.765
2. Complément apprentissage pour adultes.....	4.000.000	2.744.710
3. Initiation polyvalente pour jeunes .....	1.150.000	0
4. Naxi-femmes en détresse .....		880.000
5. Autres actions de formation du FPE.....	5.000.000	663.759
6. Projet LINTGEN de PROACTIF.....	3.000.000	1.000.000
7. Projet FEST du Forum pour l'emploi.....	2.200.000	1.008.334
Sous-total d. ....	28.850.000	22.580.568
<b>Sous-total A. ....</b>	<b>532.739.255</b>	<b>495.271.713</b>
<b>B. Dépenses liées au secteur de la sidérurgie</b>		
1. Travaux extraordinaires.....	1.000.000	0
2. Chômage partiel alternatif .....	18.000.000	4.181.083

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
3. Indemnité de réemploi.....	150.000	496.835
4. Preretraite.....	34.000.000	29.125.953
5. Prêt de main-d'oeuvre	–	797.441
<b>Sous-total B. ....</b>	<b>53.150.000</b>	<b>34.601.312</b>
<b>C. Remboursements comptables extraordinaires.....</b>	<b>–</b>	<b>3.851.874</b>
<b>II. TOTAL Dépenses .....</b>	<b>585.889.255</b>	<b>533.724.899</b>
<b>III. Programme des recettes</b>		
<b>A. Alimentation normale</b>		
<b>a. Impôts de solidarité</b>		
1. Impôt sur le revenu des collectivités .....	50.000.000	60.812.893
2. Impôt sur le revenu des personnes physiques .....	64.230.000	67.719.597
3. Impôt sur le revenu des communes .....	–	–
<b>b. Contribution sociale sur carburants .....</b>	<b>125.000.000</b>	<b>131.538.932</b>
<b>Sous-total A. ....</b>	<b>239.230.000</b>	<b>260.071.422</b>
<b>B. Remboursements</b>		
1. Comptables extraordinaires .....	200.000	3.851.874
2. Remboursement chômage .....	900.000	584.012
3. Remboursement soldes faillites .....	700.000	1.828.492
4. CECA.....	–	–
5. Fonds social européen .....	200.000	322.747
6. Participation des entreprises aux stages d'insertion .....	7.750.000	0
7. Participation des entreprises au stage de réinsertion	7.750.000	3.935.824
8. Participation au coût de la préretraite .....	28.000.000	27.456.154
9. Remboursement initiatives sociales .....	–	865.267
10. Divers .....	500.000	88.949
<b>Sous-total B. ....</b>	<b>46.000.000</b>	<b>38.933.319</b>
<b>C. Alimentation suppl.: Dotation budgétaire</b>		
1. Dotation normale.....	50.000.000	50.000.000
1. Dotation supplémentaire .....	–	–
<b>Sous-total C. ....</b>	<b>50.000.000</b>	<b>50.000.000</b>
<b>III. TOTAL Recettes .....</b>	<b>335.230.000</b>	<b>349.004.741</b>

## 21) Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture

### 1) Base légale:

Loi d'orientation agricole du 23 avril 1965 (art. 20).

Loi du 18 décembre 1986 promouvant le développement de l'agriculture (art. 53).

Loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural (art. 60).

Loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural (art. 55).

### 2) Objet:

**Art. 55.**– Les aides prévues dans la présente loi, telles qu'elles sont spécifiées par règlement grand-ducal, sont imputables au Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture (...).

### 3) Recettes et Dépenses:

– **Art. 55** (...) Ce fonds est alimenté:

1. par des dotations budgétaires annuelles suivant les possibilités financières de l'Etat;
2. par les recettes et bonifications revenant au Grand-Duché de Luxembourg du chef de l'application de la politique agricole commune dans le cadre de l'Union Européenne pour autant que ces mesures sont effectivement à charge du présent fonds;
3. par les remboursements d'aides effectués (...)

– Dépenses: Voir sous „Objet“

### 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1. ....	24.943.377	27.368.569
– Alimentation:		
a) budgétaire normale.....	53.500.000	53.500.000
b) budgétaire supplémentaire.....	–	1.650.000
– FEOGA/FEADER .....	12.818.190	16.275.444
Total:	66.318.190	71.425.444
– Dépenses .....	81.534.927	88.787.972
– Avoir au 31.12.....	9.726.640	10.006.041
<b>II. Programme des dépenses</b>		
– Loi agraire 1986 .....	–	–
– Loi agraire 2001 .....	17.709.799	8.935.061
– Loi agraire 2008: .....		
– Axe 1: Compétitivité.....	25.000.000	43.818.590
– Axe 2: Environnement & paysage.....	30.561.500	29.209.349
– Axe 3: Zones rurales .....	1.394.128	1.613.846
– Axe 4: Leader.....	2.074.000	911.266
– Mesures nationales .....	4.795.500	4.299.860
Total loi agraire 2008 .....	63.825.128	79.852.911
<b>Total des dépenses .....</b>	<b>81.534.927</b>	<b>88.787.972</b>

## 22) Fonds d'investissements publics administratifs

### 1) Base légale:

Loi du 25 juin 1960 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1960 (art. 10).

Loi du 2 janvier 1963 autorisant l'exécution d'un programme extraordinaire d'investissements publics administratifs, scolaires et sanitaires et autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt de trois cents millions de francs pour l'exécution d'une première série de travaux (art.3).

Loi du 23 décembre 1967 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1968 (art. 13).

### 2) Objet:

**Art. 10.**– Ce fonds est destiné à recevoir les sommes inscrites au budget en vue de réaliser un programme de constructions qui fera l'objet d'une loi spéciale.

### 3) Recettes et Dépenses:

**Art. 3.**– Ce fonds est alimenté par:

- des emprunts;
- des prélèvements sur d'autres recettes extraordinaires et sur les recettes ordinaires.

### 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1.....	109.773.605	113.273.159
– Alimentations:		
a) Alimentation normale .....	53.250.000	53.250.000
b) Alimentation supplémentaire.....	–	13.500.000
c) Recettes diverses.....	–	–
Total.....	53.250.000	66.750.000
– Dépenses.....	191.362.332	116.884.362
– Moins-value retards et aléas de chantier (30%).....	57.408.700	–
– Dépenses ajustées/Dépenses effectives.....	133.953.632	116.884.362
– Avoir au 31.12.....	29.069.973	63.138.797
<b>II. Programme des dépenses</b>		
<b>1. Projets en réalisation</b>		
– Centre pénitentiaire Schrassig: 1ère extension.....	–	84.228
– Parc de Hosingen: aménagement.....	–	–
– Parc de Hosingen: centre écologique.....	2.500.000	38.741
– Parc de Hosingen: centre écologique (2e phase).....	–	263.156
– Abbaye Neumünster.....	–	3.907
– Bâtiment Tour Kirchberg: façades.....	1.434.863	265.676
– C.P.A. Givenich: 2e extension.....	–	52.226
– Immeuble Printz et Rischar: transformations.....	2.060.673	312.893
– C.N.A. Dudelange (y inclus centre culturel).....	1.200.000	468.854
– Palais de Justice des CE Kirchberg: désamiantage.....	–	–
– Centre de conf. Kirchberg: 1ère extension + CCF.....	22.000.000	30.779.268

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
– Centre de conf. Kirchberg (2ième extension).....	30.000.000	24.973.359
– Salle de concert Kirchberg.....	100.000	608.847
– Police des Autoroutes et P&Ch. Bertrange.....	10.000.000	6.508.075
– Parc „3 Eechelen“: aménagement.....	1.000.000	433.574
– Acquisition 2 immeubles administratifs Kirchberg.....	–	–
– Police g.-d. Grevenmacher.....	8.450.000	1.088.384
– Laboratoire National de Santé.....	22.000.000	9.160.854
– Centre de Recherche public – Santé.....	1.500.000	750.122
– P&Ch. Remich: ateliers.....	2.500.000	3.768.444
– Hôtel de la Justice de Paix Esch/Alzette.....	5.000.000	4.101.225
– Centre de rétention pour étrangers en situation irrégulière.....	8.680.000	4.818.867
– Bât. publ.: atelier et dépôt (nouv. constr.) Bertrange-Bourmicht.....	8.000.000	8.736.238
– Centre pénitentiaire Schrassig: mesures de sécurité.....	8.600.000	2.015.638
– Centre Marienthal.....	5.500.000	69.234
– Caserne Herrenberg: réhabilitation des infrastr. techniques.....	2.000.000	2.524.616
<b>2. Loi budgétaire:</b>		
– Centre administratif Mersch (Linden-Greisch).....	–	–
– Institut viti-vinicole Remich (cave crémant).....	600.000	1.206.447
– Centre Marienthal: travaux d’infrastructure.....	1.000.000	81.321
– Eaux et Forêts Ellergonn: phase 1.....	–	–
– Ministère de l’Educa. nat.: réhabilitation de l’immeuble.....	2.000.000	1.770.714
– Ferme Grisius Lultzhausen: SN des Sports.....	2.000.000	1.145.491
– Château de Roebé Larochette.....	–	–
– Caserne Herrenberg: remise en état de 3 pavillons.....	2.000.000	790.057
– Centre de Rech. Public – Santé: pavillon provisoire.....	350.000	–
– Garage central pour les forces de l’ordre.....	–	–
– Centre nat. de littérature Mersch (Maison Eiffes).....	831.783	225.721
– INS: réfec. pelouse et modern. hall omnisports.....	–	–
– Centre pénitentiaire Schrassig: réfection toitures, plates et béton mur d’enceinte.....	300.000	823.741
– Musée „A Possen“ B.-Kleinmacher: transformation.....	486.722	350.441
– Ambassade Bruxelles.....	–	–
– Ferme Casel Givenich.....	900.000	1.297.227
– Maison d’enfants Schiffflange: extension.....	–	–
– Ecole nat. des sap. pompiers Niederfeulen: rénovation complète.....	750.000	26.155
– Pont Abbaye Neumunster.....	500.000	84
– Police g.-d. Strassen: nvlle construction.....	900.000	788.355
– P&Ch. Walferdange: dépôt.....	2.400.000	759.021
– Unité de sécurité Dreibern.....	3.400.000	605.231
– Stand de tir Reckenthal: extension.....	2.000.000	169.064
– Château de Schoenfels: remise en état et atelier thérap. (phase 1).....	1.000.000	31.526
– Foyer d’accueil pour toxicomanes à Luxembourg.....	2.000.000	79.810

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
– Administration de l’Eau à Diekirch: Hôtel du Midi.....	500.000	63.706
– Ponts & Chaussées Mersch: dépôt.....	1.500.000	102.879
– Dépôt de munitions Herrenberg.....	–	–
– Police g-d. Rédange: nouvelle construction.....	500.000	–
– P. & Ch. Windhof: ateliers et garage.....	300.000	–
– P. & Ch. Echternach: nouvelle construction.....	1.000.000	–
– P. & Ch. Clervaux: extension .....	800.000	–
– P. & Ch. Grevenmacher: dépôt Potaschbierg .....	500.000	–
– Stand de tir Bleesdall: mise en conformité.....	–	–
– Haff Réimech.....	2.000.000	113.122
– Centre douanier Gasperich: nouvel atelier à 3 niveaux.....	1.000.000	–
– Villa Louvigny: remise en état salle de musique .....	–	–
– Palais de justice Diekirch: transformation .....	300.000	5.750
– Police g.-d. Lorentzweiler: nvlle construction.....	800.000	812
– Musée du Vin à Ehnen: réaménagement et extension.....	500.000	–
– Foyer Don Bosco.....	2.200.000	76.985
– Adm. des services de secours à Gasperich .....	300.000	–
– Château de Berg: rénovation.....	–	–
– Centre Hollenfels.....	–	–
– Centre de Police à Lux.-Verlorenkost: bât. administratif.....	500.000	87.011
– Centre d’interv. (service incend. et sauv.) à l’aéroport de Findel .....	–	–
– Laboratoire pour l’ASTA et infrastructures à Gilsdorf.....	500.000	324.326
– Service Central des Imprimés à Leudelange .....	300.000	–
– Les Rotondes Bonnevoie: aménagement en espace culturel.....	500.000	22.455
– Centre de production artistique à Luxbg.-Bonnevoie.....	1.000.000	173.000
Projets en cours d’achèv., aband., préfinancés .....	–	22.704
<b>3. Etudes (loi de garantie) * partie des études</b>		
– Bât. Konrad Adenauer: extension (part études).....	258.581	50.605
– Cour des Comptes: 2e extension.....	59.027	1.290
– Cour de Justice de l’UE: mise en conf. bât. annexes A, B, C ....	1.042.052	2.412.913
<b>4. Projets en cours d’élaboration</b>		
– Labo. médecine vétér. et méd. légale (2e phase).....	500.000	447.648
<b>5. Autres projets</b>		
– Caserne Herrenberg: hall logistique.....	2.500.000	544.332
– Caserne Herrenberg: modernisation (part études) .....	158.631	–
– Bibliothèque Nationale de Luxembourg.....	500.000	–
<b>6. Projets destinés antérieurement à être financés par le biais de la loi de garantie</b>		
<b>7. Nouveaux Projets</b>		
– Maison d’arrêt Sanem .....	500.000	35.369
– Protection civile à Lintgen: construction nouveau hangar .....	800.000	–

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
– Maison Robert Schuman: transformation .....	500.000	40.077
– Police Wiltz .....	500.000	–
– Château de Berg: construction d'un abri pour jardiniers .....	400.000	142.551
– Château de Schoenfels: centre d'accueil phase 2 (études).....	50.000	–
– Centre pénitentiaire Schrassig: structures préfabriquées pour person. ....	2.500.000	–
– Hémicycle Kirchberg: mise à niveau (études)	50.000	239.994
– Château de Senningen: nulle annexe pour permanence des communications.....	100.000	–
<b>Total des dépenses .....</b>	<b>191.362.332</b>	<b>116.884.362</b>

### 23) Fonds d'investissements publics scolaires

#### 1) Base légale:

Loi du 25 juin 1960 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1960 (art. 10).

Loi du 2 janvier 1963 autorisant l'exécution d'un programme extraordinaire d'investissements publics administratifs, scolaires et sanitaires et autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt de trois cents millions de francs pour l'exécution d'une première série de travaux (art. 3).

Loi du 23 décembre 1967 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1968 (art. 13).

#### 2) Objet:

**Art. 10.**– Ce fonds est destiné à recevoir les sommes inscrites au budget en vue de réaliser un programme de constructions qui fera l'objet d'une loi spéciale.

#### 3) Recettes et Dépenses:

**Art. 60.**– Ce fonds est alimenté par:

- des emprunts;
- des prélèvements sur d'autres recettes extraordinaires et sur les recettes ordinaires.

#### 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

*en euros*

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1. ....	76.066.289	86.708.890
– Alimentations:		
a) Alimentation normale .....	48.620.000	48.620.000
b) Alimentation supplémentaire.....	–	–
Total.....	48.620.000	48.620.000
– Dépenses .....	110.664.337	60.077.027
– Moins-value retards et aléas de chantiers (30%).....	33.199.301	–
– Dépenses ajustées/Dépenses effectives.....	77.465.036	60.077.027
– Avoir au 31.12. ....	47.221.253	75.251.863

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
<b>II. Programme des dépenses</b>		
<b>1. Projets en réalisation</b>		
– Lycée de garçons Luxembourg: extension .....	200.000	397.892
– Lycée classique Diekirch: extens. (ttes les phases) .....	–	188.545
– LT Joseph Bech Grevenmacher .....	–	5.564
– LT Josy Barthel Mamer .....	–	43.481
– Internat à Diekirch.....	–	243.193
– LT Esch/Alzette (Raemerich).....	1.005.067	48.733
– LT Nic Biever Dudelange .....	7.000.000	2.736.004
– Lycée du Nord Wiltz: extension (2e phase) .....	10.000.000	5.391.611
– LT Mathias Adam Pétange: nouv. construction .....	10.000.000	2.748.544
– Nouveau Lycée et Internat Rédange/Attert.....	10.000.000	2.309.959
– LTC Dommeldange: annexe .....	–	65.261
– LT Esch/Alzette (Lallange).....	28.000.000	29.943.054
– LT Mathias Adam-Jenker.....	10.000.000	8.373.809
– LT pour professions de santé .....	4.000.000	84.562
– Nouveau Lycée à Junglinster .....	8.000.000	2.065.546
– Divers en cours d’achèv., aband., préfinancés.....	–	–
<b>2. Loi budgétaire</b>		
– L.R. Schuman: bibl, cafét. struct d’acc., park., alentours.....	–	–
– Athénée: réhabilitation salle de fêtes .....	–	–
– LT J. Bech Grevenmacher (anc. bât.): mes. transitoires .....	–	–
– Centre national sportif Kirchberg: rénov. façades vitrées, vestia	346.794	561.125
– LT hôtelier Alexis Heck: mise en conformité cuisine.....	500.000	11.333
– Centre de Logopédie: mise en conformité.....	500.000	457.947
– LT Michel Lucius: démolition aile caduque.....	–	–
– Ecole Europ. Kirchberg: extension salle des sports .....	112.476	580.696
– LT des Arts et Métiers: cantine et structure d’accueil (sports)...	2.000.000	21.042
– Centre d’éducation différenciée Esch/Alzette.....	100.000	–
– LT Grevenmacher: nouvelle construction.....	500.000	425.465
– Lycée H. Clement: réaménagements.....	100.000	425.426
– LT Ettelbruck/LT agricole Ettelbruck: infrastr. prioritaires .....	100.000	–
– Infrastructures sportives à Diekirch .....	200.000	–
<b>3. Projets en cours d’élaboration</b>		
– Neie Lycée et LTPES (part études) .....	–	–
– LT agricole Gilsdorf.....	3.500.000	1.076.106
– 2e Ecole europ. et Centre de la pte enfance (part études).....	–	–
<b>4. Autres projets</b>		
– LT Esch-place V. Hugo: démol. aile désaffectée + nouv. aile ...	–	–
– LT Bonnevoie: extension et remise en état .....	500.000	–
– Université Luxembourg-Limpertsberg .....	–	–

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
– LT Michel Lucius Luxembourg .....	–	–
– Athénée: rénovation.....	500.000	607.775
– Lycée Clervaux.....	500.000	137.919
– Lycée funiculaire Differdange.....	200.000	–
– Lycée Nordstad.....	200.000	–
– CNFPC Ettelbruck.....	100.000	–
<b>5. Nouveaux projets</b>		
– LT pour prof. de santé Ettelbruck.....	500.000	102.799
– LTPS Esch/Alzette (pôle Sud): pavillon préfabriqué .....	250.000	8.855
– Lycée des Sports Luxembourg.....	3.000.000	305.102
– LT Dudelange (annexe): hall des sports .....	1.000.000	70.974
– Lycée Mondorf.....	200.000	–
– Lycée Michel Rodange: rénovation (études).....	50.000	–
– Athénée: rénovation – structure temporaire.....	200.000	506.313
– LCD annexe Mersch: rénovation (études).....	50.000	–
– Lycée de la 2e chance Luxembourg/Hamm .....	5.000.000	–
– LT du Centre: nvlle construction sports et réfectoire.....	200.000	8.625
– LT M. Lucius: nvlle construction sur terrain bloc 2000 .....	200.000	16.675
– Uni Luxbg-Limpertsberg: transformation anc. Ecole Américaine .	1.000.000	95.292
– Centre de Logopédie: démolition et nvlle construction (part études).....	50.000	11.798
– LT M. Adam Pétange: démolition anc. Bâtiment.....	500.000	–
– HMC Capellen: nvlle construction.....	300.000	–
<b>Total des dépenses .....</b>	<b>110.664.337</b>	<b>60.077.027</b>

## 24) Fonds des routes

### 1) Base légale:

Loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes (art. 16 et 17) modifiée entre autres par la:

- Loi du 29 août 1972
- Loi du 26 mars 1998
- Loi du 21 décembre 1998
- Loi du 6 juin 2002
- Loi du 23 décembre 2005 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2006 (art. 50)
- Loi du 29 mai 2009.

### 2) Objet:

**Art. 16.**– Les dépenses occasionnées par la réalisation du programme général d'établissement d'une grande voirie de communication prévu à l'article 6, alinéa 1er, ainsi que celles relatives à la remise en état de cette même voirie et les frais de maintenance et d'entretien du centre de contrôle du trafic sont imputables au Fonds des routes. Peuvent également être imputées à charge du Fonds des routes les dépenses relatives à des travaux:

- de construction, de reconstruction, de remplacement, de réhabilitation et d'assainissements, ainsi que d'entretien des ouvrages d'art et hydrauliques de l'Etat,
- de construction de routes nationales et de chemins repris,

- de redressement et d'aménagement de la chaussée, d'amélioration et de réfection des revêtements des routes nationales et des chemins repris,
- de construction et de réfection de toute piste cyclable faisant partie du réseau national de pistes cyclables mis en place par la loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables,
- d'aménagement de couloirs pour bus avec dispositifs de signalisation,
- d'aménagement de plates-formes intermodales et de gares routières.

Le Ministre des Travaux publics ordonnance les montants versés au Fonds des routes.

### 3) Recettes et Dépenses:

**Art. 16.**– Le Fonds des routes est alimenté:

- a) par des dotations budgétaires;
- b) par des recettes d'emprunts;
- c) par le produit de la vente d'immeubles acquis dans le cadre du programme précité et rendus disponibles après l'établissement de la grande voirie;
- d) par les remboursements effectués par la République fédérale d'Allemagne conformément à l'article 7 de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne concernant la jonction des autoroutes et la construction d'un pont frontalier sur la Moselle dans la région de Perl et de Schengen signée à Luxembourg, le 18 avril 1994, et approuvée par la loi du 18 août 1995.

Les sommes dont question sub b), c) et d) sont portées directement en recette au Fonds des routes.

### 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

en euros

	Budget 2010	Compte 2010
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1. ....	154.675.169	161.265.224
– Alimentations:		
a) Alimentation normale .....	11.000.000	11.000.000
b) Alimentation supplémentaire.....	–	–
c) Recettes d'emprunts.....	100.000.000	100.000.000
d) Divers .....	–	400.301
Total.....	111.000.000	111.400.301
– Dépenses.....	201.199.860	136.349.579
– Moins-values retards et aléas de chantiers (30%) .....	60.359.958	–
– Dépenses ajustées/Dépenses effectives.....	140.839.902	136.349.579
– Avoir au 31.12. ....	124.835.267	136.315.946
<b>II. Programme des dépenses</b>		
<i>Emprises concernant des projets achevés</i>		
– Emprises autoroute de Trèves .....	–	8.637
– Emprise contournement de Luxembourg.....	–	52.383
– Emprises collectrice du sud.....	–	380.693
<i>Liaison avec la Sarre</i>		
– Section I.....	–	–
– Section II .....	–	–
– Diverses sections .....	–	448.587
– Bypass Hellange .....	1.200.000	49.717

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
– Station de service.....	–	–
– Divers: emprises et études.....	–	1.416.458
<b><i>Grande voirie du Nord</i></b>		
– Echangeur d’Ingeldorf.....	–	–
– Contournement d’Ettelbruck .....	–	–
– Ettelbruck-Niederfeulen (petit cont. d’Ettelbruck) .....	–	–
– Ettelbruck-Fridhaff .....	–	–
– Contournement de Schieren .....	–	–
– Contournement de Colmar/Colmar-Mersch.....	–	–
– Contournement Mersch .....	–	–
– Luxembourg-Mersch .....	45.000.000	49.421.491
– Diverses sections .....	–	–
– Contournement d’Olm et de Kehlen .....	500.000	137.284
– Contournement Ettelbruck-Niederfeulen .....	200.000	21.223
– Luxembourg-Mersch; emprises et études .....	–	2.508.517
– Divers: emprises et études.....	500.000	–
<b><i>Divers</i></b>		
– Aménagements sécuritaires (audits).....	500.000	8.050
– Surveillance des chantiers .....	1.500.000	–
– Aires de service .....	1.000.000	1.644.708
– „CITA“ .....	1.000.000	3.135.107
– Entretien grande voirie .....	8.000.000	11.769.476
– Modernisation tunnels existants .....	2.500.000	5.687.905
– Entretien technique CITA et tunnels.....	5.000.000	701.069
– Giratoire de Merl.....	–	–
– Aménagement d’un giratoire à Kayl.....	–	–
– Contournement Sandweiler .....	–	24.308
– Contournement de Heinerscheid .....	100.000	–
– Contournement Junglinster.....	6.000.000	2.657.794
– Contournement Nord de Strassen.....	500.000	–
– Contournement Bascharage/Dippach .....	500.000	38.191
– Pénétrante de Differdange .....	2.000.000	33.733
– Pénétrante de Lankelz entre l’échangeur de Lankelz et la N4C (bd. G.-D. Charlotte) à Esch/Alzette.....	1.000.000	–
– Liaison route d’Arlon/rue de Strassen .....	–	83.280
– N34 Bertrange, section médiane + giratoire rue de l’Industrie/ N34 Bertrange.....	2.000.000	702.107
– Bvd de Merl, Giratoire N5/N34-rte d’Arlon + voie de Liaison Bourmicht .....	2.000.000	168.246
– Modification raccordement à la N 10 de la bretelle d’accès vers l’échangeur de Schengen.....	–	–
– Mise à 2x2 voies de la N1 entre l’échangeur de Senningerberg et l’aéroport de Luxembourg.....	500.000	–

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
– Mise à 2x2 voies de la N1 entre l'échangeur d'Irrgarten et l'aéroport de Luxembourg .....	1.000.000	33.063
– Elimination des passages à niveau dans la traversée de Schifflange .....	500.000	–
– Echangeur de Pontpierre .....	1.500.000	108.729
– Echangeur de Burange.....	1.500.000	966.966
– Transformation/sécurisation de l'échangeur Sanem sur la collectrice du sud/A13 .....	100.000	21.513
– Transformation/sécurisation de l'échangeur Gaddesscheier sur la collectrice du Sud/A13 .....	1.500.000	71.459
– Sécurisation de l'échangeur A7/N11 et aménagement voie bus vers jonction Grünewald .....	600.000	–
– Giratoire N13 et litiges bypass Hellange .....	1.000.000	–
– Voirie d'accès vers la nouvelle maison d'arrêt de Sanem .....	500.000	–
– Voies de délestage à Echternach, tronçon 1 voie Charly .....	500.000	–
– Transversale Clervaux .....	100.000	–
– Accès Z.A. Fridhaff.....	200.000	–
– Optimisation/dédoublage de l'A4 entre les échangeurs Ehlerange/Lankelz et Foetz.....	200.000	73.920
– Contournement Nord Differdange N31 (études) .....	100.000	–
– Contournement Hosingen (études).....	100.000	–
– Contournement Troisvierges (études) .....	100.000	–
– Contournement Nord Diekirch (études).....	50.000	–
– Contournement Remich (études).....	100.000	–
– Descente vers la Vallée de l'Alzette (études).....	100.000	–
– Raccord. échangeur Mertert à N1 et Port (études) .....	100.000	–
– Nouvel accès SIDOR (études) .....	100.000	–
– Desserte intercommunale de Belvaux-Oberkorn-Differdange-Niederkorn pour accès friches industrielles (études).....	150.000	–
– Mise à 2x2 voies de la B7 entre Colmar et Ettelbruck .....	100.000	147.517
– Voirie desserte Aéroport .....	500.000	–
– N7 Gare d'Ettelbruck .....	300.000	–
– Relogement CR102 à Mamer.....	2.000.000	2.811.773
– N10 Redressement Machtum-Ahn-Hettermillen.....	1.450.000	–
– N10 Traversée de Remich.....	375.000	–
– N13 Suppression PN5 à Dippach-Gare.....	2.000.000	–
– N28 raccordement N28/N2 Bous .....	150.000	–
– Suppression PN18 à Heisdorf .....	250.000	–
– CR306 Suppression PN24 et PN24A à Petingen .....	–	19.980
– Divers.....	500.000	2.170.624
<b><i>Ban de Gasperich</i></b>		
– Réaménagement rues Esch/Raiffeisen et voirie secondaire côté Gluck et Cloche d'Or .....	1.500.000	–
– Echangeur Hesperange et raccord rue des Scillas .....	500.000	–

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
<b>Mise à 2x3 voies des A3 et A6:</b>		
– Croix de Gasperich.....	–	–
– Croix de Cessange.....	300.000	48.640
– Echangeur Helfenterbrück (y compris giratoire provisoire).....	2.000.000	2.100.444
– Gasperich – Aire de Berchem.....	1.000.000	37.572
– Aire de Berchem – Bettembourg.....	–	–
– Cessange-Bridel.....	100.000	–
– Bridel-Mamer.....	100.000	–
<b>Liaison Micheville</b>		
– Liaison Micheville (phase 1).....	7.000.000	6.399.877
– Liaison Micheville (phase 2).....	35.000.000	13.438.469
– Liaison Micheville (phase 3).....	1.000.000	–
– Liaison Micheville (emprises).....	–	–
<b>Voirie normale</b>		
– Chemins repris: redressement chaussée et réfection revêtements	16.000.000	9.319.798
– Routes nationales: redressement chaussée et réfection revêtements.....	11.000.000	9.247.418
– Pistes cyclables: construction et réfection.....	1.000.000	484.421
– Aménagement couloirs pour bus avec signalisation, plates-formes intermodales et gares routières.....	3.300.000	538.207
– Chemins repris: entretien lourd.....	–	–
– Routes nationales: entretien lourd.....	–	–
– Pistes cyclables: entretien lourd.....	–	–
<b>Pont Adolphe &amp; Passerelle à Luxembourg</b>		
– Pont Adolphe OA750.....	200.000	1.113.182
– Pont Adolphe: pont provisoire.....	2.900.000	699.789
– Passerelle OA 788.....	75.000	10.523
<b>Divers ouvrages d'art</b>		
– Pont sur la Sûre à Moestroff (OA 174).....	1.449.000	374.686
– Pont frontalier Moselle à Remich (OA39).....	1.149.860	1.141.844
– Pont frontalier Grevenmacher (OA401).....	1.000.000	126.836
– Pont frontalier Echternach(OA383).....	145.000	28.842
– OA498 Insenborn et 499 Lultzhausen.....	3.210.000	63.882
– Pont sur l'Alzette à Hesperange (OA753).....	1.880.000	14.588
– Pont sur les CFL à Schieren (OA127).....	1.606.000	19.767
– Contrat d'entretien ouvrages d'art.....	500.000	168.118
– Elargissement viaduc Haute-Syre sur AI (études).....	300.000	–
– Nouveau viaduc de Mersch (études).....	500.000	–
– Construction d'un nouveau pont ferroviaire OA208 dans le cadre de la mise à double voie de la ligne Lux.-Pétange.....	200.000	1.775.980
– Assainissement divers ouvrages d'art.....	7.060.000	1.672.188
– Ouvrages d'art: entretien lourd.....	–	–
<b>Total des dépenses.....</b>	<b>201.199.860</b>	<b>136.349.579</b>

## 25) Fonds du rail

### 1) Base légale:

Loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire.

### 2) Objet:

Les projets de remise en état, de modernisation et d'extension du réseau ou de suppression de lignes sont repris dans un programme d'investissement quinquennal établi par le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avec le concours du gestionnaire de l'infrastructure.

### 3) Recettes et Dépenses:

Les dépenses occasionnées par la réalisation du programme d'investissement, y compris les acquisitions immobilières requises à cet effet, sont imputées sur le Fonds du Rail.

Le Fonds du Rail est alimenté:

- par des dotations budgétaires;
- par des emprunts;
- par des redevances d'utilisation de l'infrastructure;
- par le produit de la vente d'immeubles et de terrains appartenant au domaine foncier du réseau et rendus disponibles après la réalisation du programme d'investissement;
- par les subventions de l'Union Européenne allouées à des projets inscrits au programme d'investissement.

### 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1* .....	275.804.112	281.190.603
– Alimentation:		
– Dotation budgétaire normale investissement.....	11.500.000	11.500.000
– Dotation budgétaire normale gestion de l'infrastructure.....	119.255.703	119.255.703
– Emprunt.....	100.000.000	100.000.000
– Subvention U.E. ....	800.000	49.501
– Restitution T.V.A. (investissement).....	34.751.358	16.283.795
– Restitution T.V.A. (gestion de l'infrastructure) .....	16.725.000	16.375.924
– Autres recettes (Redevances, ... ).....	34.500.000	48.175.554
Total.....	317.532.061	311.640.477
– Dépenses .....	390.088.419	312.780.385
– Moins-values retards et aléas de chantiers au niveau des dépenses d'investissement y compris études (2009-2010: -25%).....	63.236.090	0
– Dépenses ajustées .....	390.088.419	312.780.385
– Avoir au 31.12. ....	203.247.754	280.050.695
<b>II. Programme des dépenses</b>		
– <b>Dépenses projetées:</b>		
– <b>Gestion de l'infrastructure</b> .....	137.144.058	119.976.343
– <b>Investissement</b> .....	240.587.862	179.446.044
<i>1) Projets en cours de réalisation</i>		
– <i>Mise à double voie de la ligne Pétange-Luxembourg</i>	<i>58.436.370</i>	<i>40.442.891</i>

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
– Raccordement de Kirchberg et de Findel.....	24.543.548	7.997.202
– Adaptation Tête Nord de la Gare de Luxembourg.....	17.830.911	14.845.674
– Raccordement Belval Plaza, Lycée, Belvaux Mairie.....	25.330.312	16.547.408
– Centre de Remisage en Gare de Luxembourg.....	2.971.819	2.595.323
– Ligne du Nord (hors entret. constructif) et Gare d'Ettelbruck...	2.377.455	137.658
– Installation d'un système de contrôle de vitesse .....	4.754.910	1.831.085
– Installation d'un système GSM-R.....	8.915.456	2.893.186
– Mise à double voie Hamm-Sandweiler .....	–	674.048
– Nouvelle ligne Luxembourg-Bettembourg.....	–	58.149
– EuroCap-Rail.....	–	941.057
<i>2) Projets en voie d'élaboration: Objectif à atteindre</i>		
– Tunnel Belval-Oberkorn.....	188.727	–
– Gare périphérique Howald .....	1.188.727	–
– Gare périphérique Luxembourg-Kirchberg.....	1.188.727	–
– Nouvelle ligne Luxembourg-Bettembourg.....	1.188.727	–
<i>3) Entretien constructif.....</i>	<i>90.220.737</i>	<i>84.177.701</i>
<i>4) Autres projets et dépenses.....</i>	<i>1.451.436</i>	<i>6.304.662</i>
– <b>Etudes</b>	12.356.499	13.357.998
– Etudes CFL.....	12.056.499	12.995.602
– Etudes Ministère.....	300.000	362.396
– <b>Total des dépenses .....</b>	<b>390.088.419</b>	<b>312.780.385</b>

## **26) Fonds des raccordements ferroviaires internationaux**

### *1) Base légale:*

Loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire.

### *2) Objet:*

La participation à la réalisation de projets ferroviaires situés en dehors du territoire national lorsque ces projets contribuent au maintien et au développement des raccordements ferroviaires du Grand-Duché de Luxembourg avec ses pays voisins et à l'insertion du réseau ferroviaire national dans les réseaux de transport transeuropéens.

### *3) Recettes et Dépenses:*

Les dépenses engendrées par ces participations sont à charge du Fonds des Raccordements Ferroviaires Internationaux.

Le Fonds est alimenté:

- par des dotations budgétaires;
- par des emprunts;
- par les subventions de l'Union Européenne allouées au Grand-Duché de Luxembourg en vue de promouvoir la réalisation des raccordements ferroviaires;
- par les rémunérations des participations de l'Etat dans des entités étrangères ou internationales qui sont, le cas échéant, chargées de la réalisation des projets ferroviaires.

## 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
– Avoir au 1.1.....	25.665.767	44.915.766
– Dotations budgétaires:		
a) Dotation normale.....	5.000.000	5.000.000
– Dépenses.....	11.000.000	0
– Avoir au 31.12.....	19.665.767	49.915.766

## 27) Fonds pour la loi de garantie

## 1) Base légale:

Loi du 30 décembre 1996 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1997 modifiée par la loi du 22 décembre 2000 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2001 ainsi que la loi du 19 décembre 2003 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2004 (art. 36).

## 2) Objet:

**Art. 43.**– Le fonds pour la loi de garantie est destiné à financer les dépenses stipulées dans les contrats de location-vente conclus conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi modifiée du 13 avril 1970 fixant les conditions suivant lesquelles le Gouvernement peut soit acquérir certains immeubles présentant un intérêt public, soit garantir le rendement et les charges locatives de tels immeubles, ainsi que les dépenses résultant de la location d'immeubles destinés à accueillir des institutions et organismes internationaux, y compris les charges locatives et frais annexes afférents, et pour lesquels le Gouvernement dispose d'une option d'achat.

## 3) Recettes et Dépenses:

**Art. 43.**– Le fonds pour la loi de garantie est alimenté par des dotations budgétaires ainsi que par le produit des loyers versés par les institutions occupant les immeubles mentionnés à l'alinéa premier ainsi que les immeubles réalisés sur base de la loi du 13 avril 1970, conformément aux stipulations des contrats de sous-location conclus par ces institutions avec l'Etat.

## 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1. ....	43.124.789	52.689.612
– Alimentations:		
a) Alimentation normale .....	33.100.000	33.100.000
b) Location/vente.....	7.364.761	8.535.519
c) Alimentation supplémentaire .....	–	–
– Dépenses.....	80.901.983	61.086.067
– Avoir au 31.12. ....	2.687.567	33.239.064
<b>A. Projets en état de remboursement</b>		
<b>Garantie de remboursement locatif (garantie théorique)</b>		
– Bâtiment Eurostat Luxembourg-Kirchberg.....	–	–
<b>Sous-total.....</b>	–	–

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
<b>Location-vente</b>		
<b>Fonds Kirchberg</b>		
– Centre polyvalent de l'enfance Luxembourg-Kirchberg .....	–	–
– Bâtiment administratif Luxembourg-Kirchberg.....	–	–
– Extensions Cour de Justice CE Luxembourg-Kirchberg et mesures transitoires .....	–	212.774
<b>Sous-total .....</b>	<b>–</b>	<b>212.774</b>
<b>Autres</b>		
– Centre Informatique Lux.-Gare.....	1.128.768	1.113.124
– Contournement de Differdange.....	–	511.619
– Bâtiment adm. Gendarmerie Esch/Alzette.....	315.400	–
– Missions diplomatiques Bruxelles .....	2.380.500	1.827.449
– Campus scolaire Geesekneppchen .....	13.500.000	12.928.401
– Centre nat. sportif et culturel Kirchberg .....	8.983.000	6.496.119
– Centre de recherche public Henri Tudor .....	1.207.700	1.167.519
<b>Sous-total .....</b>	<b>27.515.368</b>	<b>24.044.231</b>
<b>B. Projets en voie de construction</b>		
<b>Location-vente</b>		
– Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean.....	6.966.815	6.998.597
– Cité judiciaire plateau Saint-Esprit .....	10.799.800	8.786.446
– Nouvelle aérogare du Findel .....	18.919.100	9.952.287
– Parking Findel .....	9.057.400	4.676.056
<b>Sous-total .....</b>	<b>45.743.115</b>	<b>30.413.386</b>
<b>C. Projets non entamés</b>		
<b>Location-vente</b>		
– Deuxième Ecole Européenne Mamer.....	–	51
– Cour de Justice CE: mise à niveau annexes A, B et C (CJ8) .....	–	22
<b>Sous-total .....</b>	<b>–</b>	<b>72</b>
<b>D. Locations avec options d'achat</b>		
– Tours dits A et B Kirchberg.....	7.643.500	6.415.603
<b>Sous-total .....</b>	<b>7.643.500</b>	<b>6.415.603</b>
<b>Total des dépenses sans rubrique garanties théoriques</b>	<b>80.901.983</b>	<b>61.086.067</b>

## 28) Fonds pour la promotion touristique

### 1) Base légale:

Loi du 17 mars 2003 ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un septième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique.

### 2) Objet:

**Art. 7.**– Il est institué un fonds spécial destiné à financer les participations de l'Etat allouées dans l'intérêt de la réalisation d'investissements éligibles à l'obtention d'une aide sur base de la présente loi (...).

### 3) Recettes et Dépenses:

Les participations ou dépenses engagées dans le cadre de cette loi sont à charge du Fonds. Le Fonds est alimenté par des dotations budgétaires.

### 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1. ....	6.079.627	5.914.991
– Dotations budgétaires:		
a) Dotation normale.....	7.500.000	7.500.000
b) Dotation supplémentaire.....	–	–
– Dépenses.....	8.000.000	4.914.187
– Avoir au 31.12.....	5.579.627	8.500.804
<b>II. Programme des dépenses</b>		
– Aides à l'hôtellerie.....	2.209.320	2.066.133
– Aides aux communes (infrastructures, campings).....	4.338.099	781.182
– Aides aux syndicats d'initiative (infrastructures, campings).....	790.000	1.504.834
– Aménagement et modernisation d'auberges de jeunesse.....	10.000	–
– Aides aux campings privés.....	312.381	258.457
– Aides pour la mise en valeur du patrimoine culturel.....	85.100	169.538
– Aides pour la création de gîtes.....	95.000	36.807
– Investisseurs privés.....	60.100	10.500
– Autres aides.....	100.000	86.736
<b>– Total des dépenses.....</b>	<b>8.000.000</b>	<b>4.914.187</b>

## 29) Fonds d'entretien et de rénovation

### 1) Base légale:

Loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2007.

### 2) Objet:

#### Art. 40.– *Objet et champ d'application du fonds*

II.– Le fonds a pour objet:

- a) l'entretien, la maintenance et la remise en état des immeubles bâtis de l'Etat;
- b) la rénovation, la transformation et la mise en conformité de ces immeubles.

Ces travaux font l'objet d'une programmation pluriannuelle.

### 3) Recettes et dépenses:

#### Art. 40.– *Alimentation du fonds*

IV.– Le fonds est alimenté par des dotations budgétaires.

### 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1. ....	30.340.660	37.954.633
– Alimentations:		
a) Alimentation normale .....	55.000.000	55.000.000
b) Alimentation supplémentaire.....	–	–
Total .....	55.000.000	55.000.000
– Dépenses .....	78.000.000	57.171.382
– Moins-value retards et aléas de chantier (10%).....	7.800.000	–
– Dépenses ajustées/Dépenses effectives .....	70.200.000	57.171.382
– Avoir au 31.12. ....	15.140.660	35.783.251
<b>II. Programme des dépenses/Ministère</b>		
<b>Etat .....</b>	<b>4.689.000</b>	<b>2.277.903</b>
<i>dont entretien .....</i>	947.000	1.816.331
<i>dont rénovation.....</i>	3.742.000	461.571
<b>Affaires Etrangères.....</b>	<b>3.975.000</b>	<b>3.653.806</b>
<i>dont entretien .....</i>	1.065.000	1.549.942
<i>dont rénovation.....</i>	2.910.000	2.103.864
<b>Agriculture, Viticulture et Dévelop. Rural .....</b>	<b>643.000</b>	<b>822.361</b>
<i>dont entretien .....</i>	226.000	338.412
<i>dont rénovation.....</i>	417.000	483.949
<b>Classes Moyennes et Tourisme.....</b>	<b>148.000</b>	<b>165.089</b>
<i>dont entretien .....</i>	18.000	165.089
<i>dont rénovation.....</i>	130.000	0
<b>Culture .....</b>	<b>2.805.000</b>	<b>2.770.040</b>
<i>dont entretien .....</i>	2.020.000	1.558.580
<i>dont rénovation.....</i>	785.000	1.211.459

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
<b>Développement Durable et Infrastructures .....</b>	<b>8.025.000</b>	<b>4.384.421</b>
<i>dont entretien.....</i>	<i>1.482.000</i>	<i>1.237.004</i>
<i>dont rénovation.....</i>	<i>6.543.000</i>	<i>3.147.417</i>
<b>Détails:</b>		
– Aménagement du territoire.....	6.000	–
<i>dont entretien.....</i>	<i>1.000</i>	<i>–</i>
<i>dont rénovation .....</i>	<i>5.000</i>	<i>–</i>
– Environnement.....	803.000	675.599
<i>dont entretien.....</i>	<i>40.000</i>	<i>135.213</i>
<i>dont rénovation .....</i>	<i>763.000</i>	<i>540.386</i>
– Transports .....	2.839.000	389.335
<i>dont entretien.....</i>	<i>439.000</i>	<i>156.231</i>
<i>dont rénovation .....</i>	<i>2.400.000</i>	<i>233.104</i>
– Travaux Publics .....	4.377.000	3.319.487
<i>dont entretien.....</i>	<i>1.002.000</i>	<i>945.560</i>
<i>dont rénovation .....</i>	<i>3.375.000</i>	<i>2.373.927</i>
<b>Economie et Commerce Extérieur.....</b>	<b>62.000</b>	<b>25.893</b>
<i>dont entretien.....</i>	<i>12.000</i>	<i>10.261</i>
<i>dont rénovation.....</i>	<i>50.000</i>	<i>15.632</i>
<b>Education Nationale et Formation Prof.....</b>	<b>14.880.000</b>	<b>13.812.894</b>
<i>dont entretien.....</i>	<i>7.413.000</i>	<i>6.491.494</i>
<i>dont rénovation.....</i>	<i>7.467.000</i>	<i>7.321.400</i>
<b>Egalité des Chances .....</b>	<b>38.000</b>	<b>29.682</b>
<i>dont entretien.....</i>	<i>3.000</i>	<i>3.538</i>
<i>dont rénovation.....</i>	<i>35.000</i>	<i>26.143</i>
<b>Enseignement supérieur et Recherche .....</b>	<b>840.000</b>	<b>1.504.498</b>
<i>dont entretien.....</i>	<i>440.000</i>	<i>1.001.408</i>
<i>dont rénovation.....</i>	<i>400.000</i>	<i>503.090</i>
<b>Famille et Intégration.....</b>	<b>10.767.000</b>	<b>10.485.093</b>
<i>dont entretien.....</i>	<i>3.170.000</i>	<i>4.378.641</i>
<i>dont rénovation.....</i>	<i>7.597.000</i>	<i>6.106.452</i>
<b>Finances .....</b>	<b>2.556.000</b>	<b>2.827.136</b>
<i>dont entretien.....</i>	<i>1.579.000</i>	<i>1.443.926</i>
<i>dont rénovation.....</i>	<i>977.000</i>	<i>1.383.210</i>
<b>Fonction Publique et Réf. administrative .....</b>	<b>725.000</b>	<b>312.395</b>
<i>dont entretien.....</i>	<i>725.000</i>	<i>196.670</i>
<i>dont rénovation.....</i>	<i>0</i>	<i>115.725</i>
<b>Intérieur et Grande Région .....</b>	<b>3.839.000</b>	<b>4.274.552</b>
<i>dont entretien.....</i>	<i>1.474.000</i>	<i>2.064.361</i>
<i>dont rénovation.....</i>	<i>2.365.000</i>	<i>2.210.191</i>
<b>Justice.....</b>	<b>3.984.000</b>	<b>3.378.475</b>
<i>dont entretien.....</i>	<i>1.320.000</i>	<i>2.115.090</i>
<i>dont rénovation.....</i>	<i>2.664.000</i>	<i>1.263.385</i>

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
<b>Logement .....</b>	<b>27.000</b>	<b>0</b>
<i>dont entretien .....</i>	<i>2.000</i>	<i>–</i>
<i>dont rénovation .....</i>	<i>25.000</i>	<i>–</i>
<b>Santé .....</b>	<b>3.113.000</b>	<b>2.595.146</b>
<i>dont entretien .....</i>	<i>596.000</i>	<i>1.873.196</i>
<i>dont rénovation .....</i>	<i>2.517.000</i>	<i>721.950</i>
<b>Sécurité Sociale .....</b>	<b>2.000</b>	<b>7.862</b>
<i>dont entretien .....</i>	<i>2.000</i>	<i>7.862</i>
<i>dont rénovation .....</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<b>Département ministériel des Sports.....</b>	<b>268.000</b>	<b>434.288</b>
<i>dont entretien .....</i>	<i>218.000</i>	<i>320.966</i>
<i>dont rénovation .....</i>	<i>50.000</i>	<i>113.322</i>
<b>Travail et Emploi.....</b>	<b>10.000</b>	<b>34.359</b>
<i>dont entretien .....</i>	<i>10.000</i>	<i>26.082</i>
<i>dont rénovation .....</i>	<i>0</i>	<i>8.277</i>
<b>Divers Ministères et services .....</b>	<b>2.310.000</b>	<b>2.503.579</b>
<i>dont entretien .....</i>	<i>1.525.000</i>	<i>2.026.873</i>
<i>dont rénovation .....</i>	<i>785.000</i>	<i>476.706</i>
<b>Mise sur sup. inform. du patrimoine de l'Etat .....</b>	<b>2.000.000</b>	<b>180.045</b>
<b>Coordination projets .....</b>	<b>0</b>	<b>691.866</b>
<b>Projets PME(*).....</b>	<b>10.000.000</b>	<b>9.626.628</b>
<i>dont entretien .....</i>	<i>4.500.000</i>	<i>4.290.040</i>
<i>dont rénovation .....</i>	<i>5.500.000</i>	<i>5.336.588</i>
<b>Total(*).....</b>	<b>75.706.000</b>	<b>57.171.382</b>
Réserve à prévoir .....	2.294.000	–
<b>Total des dépenses .....</b>	<b>78.000.000</b>	<b>57.171.382</b>

(\*) Note:

Les montants repris sous la rubrique \*récapitulatif projets PME“ sont renseignés à titre indicatif étant donné qu'ils se trouvent déjà inclus dans les montants renseignés au niveau des différents départements respectifs.

En ce qui concerne les prévisions du Projet de Budget 2010, une erreur matérielle s'était glissée sous la rubrique „Total“ qui aurait dû se chiffrer à 65.706.000 euros et non pas à 75.706.000.

### 30) Fonds pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation dans le secteur privé (fonds de l'innovation)

#### 1) Base légale:

Loi du 5 juin 2009 ayant pour objet:

1. la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation
2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche
3. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation.

#### 2) Objet:

##### Art. 27.– *Objet et champ d'application du fonds*

(1) Le Fonds a pour objet de prendre à sa charge les dépenses occasionnées par:

- a) la mise en application des régimes et mesures d'aide faisant l'objet du titre I de la présente loi;
- b) la participation nationale à des programmes ou projets de coopération internationale en matière de recherche-développement-innovation;
- c) l'exécution des missions de l'Agence désignée au titre II de la présente loi.

#### 3) Ressources:

Art. 28.– (1): Le Fonds est alimenté par:

- a) les dotations budgétaires de l'Etat;
- b) des recettes d'emprunts à contracter par l'Etat;
- c) des dons et legs, en espèces et en nature;
- d) les remboursements à l'Etat des montants d'aides versées, augmentées des intérêts légaux, effectués sur base des dispositions de l'article 21 de la présente loi;
- e) de tout autre revenu en rapport avec l'exécution de sa mission.

#### 4) Evolution de la situation financière du fonds en 2010:

(en euros)

	Budget 2010	Compte 2010
<b>I. Mouvements du fonds</b>		
– Avoir au 1.1. ....	–	–
– Alimentations:		
a) Alimentation normale .....	<b>29.300.000</b>	<b>29.300.000</b>
b) Alimentation supplémentaire.....	–	–
Total.....	29.300.000	29.300.000
– Dépenses.....	29.300.000	21.455.097
– Moins-value retards et aléas de chantier.....	–	–
– Dépenses ajustées .....	29.300.000	21.455.097
– Avoir au 31.12. ....	–	7.844.903
<b>II. Programme des dépenses</b>		
– <b>Régimes et mesures d'aide.....</b>	<b>26.800.000</b>	<b>18.955.097</b>
<i>(Loi du 5.6.09/Art. 29a) subventions en faveur d'investissements et de dépenses d'entreprises et d'organismes de recherche en matière de recherche-développement-innovation)</i>		

	<i>Budget 2010</i>	<i>Compte 2010</i>
– <b>Luxinnovation GIE (Agence nationale pour la promotion de la recherche , du développement et de l’innovation)</b> <i>(Loi du 5.6.09/Art.29b) financement des missions de luxinnovation)</i>	2.500.000	2.500.000
– <b>Autres</b> <i>(Loi du 5.6.09/Art.29a) financement des dépenses relatives à toute opération de l’Etat susceptible de contribuer à la promotion de la R&amp;D et de la RDI au G.-D. de Luxembourg)</i>	–	–
<b>Total des dépenses .....</b>	<b>29.300.000</b>	<b>21.455.097</b>

\*

## ANNEXE 2

**TABLEAUX DE NOTIFICATION DU DEFICIT ET DE LA  
DETTE PUBLIQUE DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG**  
que le Luxembourg a transmis à la Commission  
européenne dans le cadre de la procédure concernant le déficit  
excessif en date du 1er avril 2011

## Reporting of Government Deficits and Debt Levels

in accordance with Council Regulation (EC) N° 479/2009, as amended and the Statements contained in the Council minutes of 22/11/1993

---

Set of reporting tables as endorsed by the CMFB on 06/08/2009.

**Member state: Luxembourg**

**Date: 31/03/2011**

DD/MM/YYYY

*The information is to be provided in the cover page only*

**Table 1: Reporting of government deficit/surplus and debt levels and provision of associated data.**

**Tables 2A to 2D: Provision of the data which explain the transition between the national definitions of government balance and the deficit/surplus (EDP B.9) of each government sub-sector.**

**Yellow and grey cells: compulsory detail; green cells: automatic compilation; blue cells: voluntary detail.**

**Not applicable: M ; Not available: L**

**For all "vertical and horizontal checks" cells is used "Comma Style" Format. Thus, cell which is equal to "0.00" (zero) is shown as "-". Also 1000 separator is used.**

**Table 1: Reporting of government deficit/surplus and debt levels and provision of associated data**

	ESA 95 codes	Year									
		2007		2008		2009		2010		2011	
		final		final		final		half-final		estimated	
Member state: Luxembourg Data are in millions of Euro Date: 31/03/2011											
<b>Net borrowing (-)/ net lending (+)</b>											
General government	EDP.B.9	1373,5	1172,1	-347,9	-709,9	-640,4					
- Central government	S.13	355,7	-69,6	-1026,2	-1333,4	-1289,2					
- State government	S.13.11	M	M	M	M	M					
- Local government	S.13.12	138,7	170,1	-46,9	-6,4	29,6					
- Social security funds	S.13.13	879,1	1071,6	725,2	629,9	619,3					
	S.13.14										
<b>General government consolidated gross debt</b>											
<b>Level at nominal value outstanding at end of year</b>											
<i>By category:</i>											
Currency and deposits	AF.2	161,3	176,9	193,9	207,2						
Securities other than shares, exc. financial derivatives	AF.33	0,0	2000,0	2000,0	4000,0						
Short-term	AF.331	0,0	0,0	0,0	0,0						
Long-term	AF.332	0,0	2000,0	2000,0	4000,0						
Loans	AF.4	2340,7	3218,0	3346,7	3453,7						
Short-term	AF.41	341,8	379,9	404,7	479,7						
Long-term	AF.42	1998,9	2838,2	2942,1	2974,0						
<b>General government expenditure on:</b>											
Gross fixed capital formation	P.51	1236,4	1266,7	1397,2	1686,2	1722,6					
Interest (consolidated)	EDP.D.41	89,2	126,2	139,3	170,1	213,8					
<i>p.m.: Interest (consolidated)</i>	D.41 (uses)	89,2	126,2	139,3	170,1	213,8					
<b>Gross domestic product at current market prices</b>											
	B.1*g	37490	39644	38073	41598	43705					

(1) Please indicate status of data: estimated, half-finalized, final.

Table 2A: Provision of the data which explain the transition between the public accounts budget balance and the central government deficit/surplus

	Year				
	2007	2008	2009	2010	2011
Member state: Luxembourg					
Data are in millions of Euro					
Date: 31/03/2011					
<b>Working balance in central government accounts</b>	<b>451.6</b>	<b>83.6</b>	<b>-785.5</b>	<b>989.9</b>	<b>-396.3</b>
<i>Basis of the working balance</i>	Mixed	Mixed	Mixed	Mixed	Mixed
Financial transactions included in the working balance					
Loans, granted (+)	-1.5	186.3	117.7	-1593.7	0.0
Loans, repayments (-)	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Equities, acquisition (+)	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	0.0
Equities, sales (-)	0.0	2438.9	118.0	4.0	0.7
Other financial transactions (+/-)	-1.5	-2282.6	-0.2	-1597.7	-0.8
of which: transactions in debt liabilities (+/-)	-1.3	-2281.8	0.1	-1597.3	-0.8
<i>Detail 1</i>					
<i>Detail 2</i>					
Non-financial transactions not included in the working balance	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Detail 1</i>					
<i>Detail 2</i>					
Difference between interest paid (+) and accrued (EDP D.41)(-)	8.5	-10.2	-89.0	-41.5	-66.8
Other accounts receivable (+)	21.0	-114.8	-85.7	102.9	-21.8
<i>Detail 1</i>					
<i>Detail 2</i>					
Other accounts payable (-)	9.0	-53.8	96.9	-108.1	0.0
<i>Detail 1</i>					
<i>Detail 2</i>					
Working balance (+/-) of entities not part of central government	M	M	M	M	M
Net borrowing (-) or net lending (+) of other central government bodies	-133.5	-101.9	-264.2	-670.3	-793.4
<i>Detail 1</i>	423.6	519.1	524.9	604.8	611.3
<i>Detail 2</i>	286.5	350.8	441.3	522.2	544.5
<i>Detail 3</i>	2362.7	2521.4	2648.2	2613.0	2821.2
<i>Detail 4</i>	2623.2	2791.5	2996.0	3366.0	3681.3
Other adjustments (+/-) (please detail)	0.6	-28.8	-16.4	-12.8	-10.8
<i>Detail 1</i>	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Detail 2</i>	0.6	-28.8	-16.4	-12.8	-10.8
Operation on reserves (reclassified from "other financial transactions" in the october 2007 notification)					
Other					
<b>Net borrowing (-)/lending(+)</b> (EDP B.9) of central government (S.131)	<b>355.7</b>	<b>-69.6</b>	<b>-1026.2</b>	<b>-1333.4</b>	<b>-1289.2</b>
(ESA 95 accounts)					

(1) Please indicate accounting basis of the working balance: cash, accrual, mixed, other.  
 Note: Member States can adapt tables 2A, B, C and D to their national specificity according to the established practice

**Table 2B: Provision of the data which explain the transition between the working balance and the state government deficit/surplus**

	Year				
	2007	2008	2009	2010	2011
Member state: Luxembourg					
Data are in millions of Euro					
Date: 31/03/2011					
<b>Working balance in state government accounts</b>	M	M	M	M	M
<i>Basis of the working balance</i>	M	M	M	M	M
Financial transactions included in the working balance					
Loans (+/-)	M	M	M	M	M
Equities (+/-)	M	M	M	M	M
Other financial transactions (+/-)	M	M	M	M	M
of which: transactions in debt liabilities (+/-)	M	M	M	M	M
Detail 1					
Detail 2					
Non-financial transactions not included in the working balance					
Detail 1	M	M	M	M	M
Detail 2					
Difference between interest paid (+) and accrued (EDP D.41)(-)	M	M	M	M	M
Other accounts receivable (+)					
Detail 1	M	M	M	M	M
Detail 2					
Other accounts payable (-)					
Detail 1	M	M	M	M	M
Detail 2					
Working balance (+/-) of entities not part of state government					
Net borrowing (-) or net lending (+) of other state government bodies	M	M	M	M	M
Detail 1	M	M	M	M	M
Detail 2					
Other adjustments (+/-) (please detail)					
Detail 1	M	M	M	M	M
Detail 2					
Detail 3					
<b>Net borrowing (-)/lending(+)</b> (EDP B.9) of state government (S.1312) <i>(ESA 95 accounts)</i>	M	M	M	M	M

(1) Please indicate accounting basis of the working balance: cash, accrual, mixed, other.

Note: Member States can adapt tables 2A, B, C and D to their national specificity according to the established practice

Table 2C: Provision of the data which explain the transition between the working balance and the local government deficit/surplus

	Year				
	2007	2008	2009	2010	2011
Member state: Luxembourg Data are in millions of Euro Date: 31/03/2011					
<b>Working balance in local government accounts</b>	98,7	65,0	-33,9	-240,9	-149,0
<i>Basis of the working balance</i>	Mixed	Mixed	Mixed	Mixed	Mixed
Financial transactions included in the working balance					
Loans (+/-)	-18,5	17,5	-37,1	-67,3	-132,6
Equities (+/-)	-0,2	29,1	-11,7	-16,4	-3,8
Other financial transactions (+/-)	0,0	0,0	-0,3	0,0	0,0
of which: transactions in debt liabilities (+/-)	-18,2	-11,6	-25,1	-50,9	-128,8
<i>Detail 1</i>	-18,0	-11,5	-25,0	-51,1	-129,0
<i>Detail 2</i>					
Non-financial transactions not included in the working balance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Detail 1</i>					
<i>Detail 2</i>					
Difference between interest paid (+) and accrued (EDP D.41)(-)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Other accounts receivable (+)	2,5	63,5	-10,1	102,0	86,1
<i>Detail 1</i>					
<i>Detail 2</i>					
Other accounts payable (-)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Detail 1</i>					
<i>Detail 2</i>					
Working balance (+/-) of entities not part of local government	M	M	M	M	M
Net borrowing (-) or net lending (+) of other local government bodies	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Detail 1</i>					
<i>Detail 2</i>					
Other adjustments (+/-) (please detail)	56,0	24,1	34,2	199,7	225,1
<i>Detail 1</i>	53,8	22,9	32,8	2,0	3,2
<i>Detail 2</i>				172,8	259,5
<i>Detail 3</i>	2,2	1,2	1,4	24,9	-37,5
<b>Net borrowing (-)/lending (+) (EDP B.9) of local government (S.1313)</b>	<b>138,7</b>	<b>170,1</b>	<b>-46,9</b>	<b>-6,4</b>	<b>29,6</b>
(ESA 95 accounts)					

(1) Please indicate accounting basis of the working balance: cash, accrual, mixed, other.

Note: Member States can adapt tables 2A, B, C and D to their national specificity according to the established practice

Table 2D: Provision of the data which explain the transition between the working balance and the social security deficit/surplus

	2007		2008		Year 2009		2010		2011	
	Accrual	657.1	Accrual	707.6	Accrual	656.5	Accrual	592.9	Accrual	676.8
<b>Working balance in social security accounts</b>										
<i>Basis of the working balance</i>										
Financial transactions included in the working balance										
Loans (+/-)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Equities (+/-)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other financial transactions (+/-)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
of which: transactions in debt liabilities (+/-)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Detail 1</i>										
<i>Detail 2</i>										
Non-financial transactions not included in the working balance										
<i>Detail 1</i>	215.0	227.6	228.0	201.3	125.9					
<i>Detail 2</i>	217.9	227.7	230.3	211.5	137.5					
<i>Detail 3</i>	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0					
<i>Detail 4</i>	-5.4	-2.4	-4.5	-10.2	-10.6					
<i>Detail 5</i>	2.9	2.3	2.2	0.0	0.0					
	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0					
Difference between interest paid (+) and accrued (EDP D.41)(-)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0					
Other accounts receivable (+)										
<i>Detail 1</i>	-13.2	-11.8	-18.7	-1.8	0.6					
<i>Detail 2</i>	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0					
<i>Detail 3</i>	-5.5	5.7	-6.3	12.5	1.4					
	-7.7	-17.5	-12.4	-14.3	-0.8					
Other accounts payable (-)										
<i>Detail 1</i>	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0					
<i>Detail 2</i>										
Working balance (+/-) of entities not part of social security funds	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0					
Net borrowing (-) or net lending (+) of other social security bodies	9.6	11.5	9.2	10.6	6.2					
<i>Detail 1</i>										
<i>Detail 2</i>										
Other adjustments (+/-) (please detail)										
<i>Detail 1</i>	10.5	136.7	-148.8	-173.1	-191.2					
<i>Detail 2</i>	0.9	1.4	0.4	5.6	13.6					
<i>Detail 3</i>	3.6	129.0	-156.3	-184.6	-210.7					
	5.0	62	6.1	5.9	5.9					
<b>Net borrowing (-)/lending(+)(EDP B.9) of social security (S.1314)</b>	<b>879.1</b>	<b>1071.6</b>	<b>725.2</b>	<b>629.9</b>	<b>619.3</b>					
<i>(ESA 95 accounts)</i>										

(1) Please indicate accounting basis of the working balance: cash, accrual, mixed, other.

Note: Member States can adapt tables ZA, B, C and D to their national specificity according to the established practice

